

EST & OUEST

Mensuel de l'Association d'Études Politiques Internationales publié avec le concours de l'Institut d'Histoire Sociale
15, av. Raymond-Poincaré - 75116 Paris - Tél. 47.04.24.02

I.S.S.N. 0014.1267

sommaire

Claude HARMEL. — Le déclin du PCF n'a pas commencé hier	1
Le PCF et les élections législatives de 1924 à 1986	5
Branko LAZITCH. — Le déclin du communisme en Europe occidentale.....	7
Pierre LORRAIN. — Kremlin : l'équipe est formée.....	10
Lionel TACCOEN. — Prix du pétrole et finances soviétiques	14
Le système pénitentiaire soviétique.....	16
Pierre HENCK. — L'objection de conscience en RDA, en Hongrie et en Pologne	17
CHRONIQUES	
Cl. H. — Quand M. Marchais refusait l'« alternance »	19
Michel MORIN. — Questions pertinentes et réponses imparfaites.....	20
René MILON. — L'URSS et Marcos.....	21
Pierre RIGOULOT. — Correspondant de presse à Moscou.....	22
La vie quotidienne en URSS	23
Jacques BROUELLE. — Chine : lutte de cliques.....	25

J.B. — Auto-gestion de la répression en Chine	25
--	----

NOTES ET INFORMATIONS

Mais où est le parti de la classe ouvrière ? ...	27
L'accord maritime franco-soviétique : la réplique de l'URSS était prête	27
La « direction unique » en Afrique du Sud....	27
La suspecte N° 1 à Moscou : la photocopieuse.....	28
L'antisémitisme en URSS	29
Toujours la pénurie de produits alimentaires en U.R.S.S.....	29
Vente de terres en Chine	30
Les Z.E.S., zones d'exportation ou d'importation ?.....	30
Les « Combattants de la Paix » abusés.....	30

LES LIVRES

B.L. — Histoire de la Hongrie ou propagande kadariste ?	31
Antoine CASSAN. — Les bienveillances de M. Pfister.....	32

Après les élections législatives de mars 1986

LE DÉCLIN DU PARTI COMMUNISTE FRANÇAIS N'A PAS COMMENCÉ HIER

On se tromperait, si, cherchant à retracer les origines et les étapes du déclin du Parti communiste français, ou, plus exactement, du déclin de l'influence exercée par ce parti sur l'opinion française, on s'en tenait à la considération des résultats électoraux.

Avant 1981, en effet, le recul du P.C.F. aux élections législatives était à peine décelable.

Certes, le parti n'obtenait plus, en moyenne, que 20,8 % des suffrages exprimés sous la V^e République contre 26,3 % sous la IV^e, mais il semblait avoir réparé partiellement le désastre de 1958 : 18,9 % des suffrages exprimés. Pour user du vocabulaire de la langue de bois : ce n'était même pas de « tassement » qu'il fallait parler, ce qui signifie qu'il y a recul, mais de « consolidation », autrement dit de maintien, d'immobilité.

1944-1947 – QUAND LA DÉMOCRATIE POPULAIRE MENAÇAIT

année	voix	% Ins.	% SE
1945	5 005 336	20,3	26,0
1946-1	5 199 111	21,0	26,1
1946-2	5 489 288	21,9	28,6

Un coup d'arrêt avait été donné en 1947 à la progression de l'emprise communiste sur l'opinion française. Depuis la Libération, elle semblait inexorable : 26 %, puis 26,1 %, puis 28,6 % des suffrages exprimés, on pouvait à bon droit se demander si tôt ou tard les communistes n'allaient pas absorber toute la gauche, d'autant plus que Léon Blum n'avait réussi que de justesse à empêcher « l'unité organique », la fusion du PCF et de la SFIO.

Comment nous fûmes sauvés alors d'un glissement fatal vers la démocratie populaire vaudrait la peine d'être conté par le menu. Le salut nous vint sans doute du courage de quelques hommes.

Il ne faut toutefois pas se dissimuler que le coup d'arrêt décisif fut donné par Staline, quand, par peur de ce que pouvait entraîner l'aide américaine à la reconstruction économique de l'Europe et à son unification, il déclencha une campagne frénétique contre le plan Marshall, créa le Kominform, décréta la guerre froide, la division du monde en deux camps irréconciliables et, pour ce qui est de la France, incita le PCF à engager la CGT dans cette immense vague de grèves insurrectionnelles de novembre et décembre 1947 – lesquelles finalement provoquèrent la scission de la CGT, la création de Force ouvrière.

C'était le premier grand ébranlement de la gigantesque construction que le PCF avait mise sur pied depuis 1944. L'empire communiste perdait un premier territoire.

1947-1957 – QUAND LA RÉPUBLIQUE TENAIT LE PCF EN QUARANTAINE

année	voix	% ins.	% SE
1951	4 910 547	20,0	25,6
1956	5 454 589	20,3	25,6

La IV^e République commença sa véritable carrière à partir de la fin de 1947, quand le PCF fût entré carrément dans l'opposition.

Jamais peut-être la résistance au communisme ne fut menée plus ouvertement, y compris par les pouvoirs publics, que dans la fin des années 1940, le début des années 1950, en gros de 1948 à 1954. Aux élections législatives de 1951, c'est tous partis confondus ou presque que fut menée la campagne contre le PCF. Malgré la vo-

lonté des gaullistes de faire bande à part dans l'opinion nationale (dont alors les socialistes ne dédaignaient pas de faire partie), on pouvait dire qu'il y avait d'un côté les communistes et, de l'autre, tout le reste. En 1952, un gouvernement eut même l'audace de traîner devant la justice les dirigeants communistes pris en flagrant délit de complot contre la France (« Travailler à la défaite de l'armée française partout où elle se bat », avait-on lu dans un cahier trouvé sur J. Duclos).

Incontestablement, cette campagne donna des résultats, mais des résultats en apparence médiocres : 25,6 % des suffrages exprimés allèrent au PCF en 1951, autant en 1956. Il y avait reculé, mais le recul était faible – et le PCF semblait établi pour ainsi dire sur un palier, où sa position était redoutable.

1956-1962 – NOUVELLE CHUTE : KHROUCHTCHEV ET DE GAULLE

année	voix	% ins.	% SE
1958	3 882 204	14,2	18,9
1962	4 003 553	14,5	21,8

1956 fut pour le PCF une année cardinale. Le rapport Khrouchtchev sur le « culte de la personnalité » de Staline et sur ses crimes (qui étaient autant ceux du régime que les siens, même s'il y avait mis sa touche particulière), l'« émotion populaire » de Pologne, l'insurrection hongroise et sa répression sanglante ébranlèrent profondément tout le dispositif de l'empire communiste : il enregistra des défections depuis le cœur de la citadelle ou presque, parmi les intellectuels vraiment très proches de la tête du parti, jusqu'à la périphérie, par exemple parmi les journalistes qui, sans être le moins du monde acquis aux beautés du communisme, trouvaient toujours le moyen de n'en pas dire trop de mal, de peur de passer pour « anti-communistes », ce qui, dans de nombreux milieux, était considéré comme une inconvenance, une faute de goût, voire comme un péché contre l'esprit.

Les données numériques manquent pour apprécier la portée exacte de cette révélation du vrai visage du communisme sur la clientèle du PCF (une clientèle au sens large du terme, qui dépasse son électorat). Elle fut certainement considérable. La banquise ne se disloquera que plusieurs années plus tard, mais déjà des craquements se faisaient entendre, des fissures se dessinaient.

Dès 1957, le PCF avait réussi à redresser un peu sa situation dans la classe politique, y renouant à nouveau des contacts. Son électorat le suivait-il tout entier pour autant ? Il est impossible de le dire, puisque les élections qui suivirent, celles de 1958, furent dominées par un événement

majeur, le retour du Général de Gaulle au pouvoir, l'effondrement de la IV^e République, l'avènement de la V^e.

Le coup fut rude pour les communistes. Ils avaient plus que qui que ce fût contribué à l'impuissance des institutions sous la IV^e, à la paralysie des gouvernements, au désordre dans les choses et dans les esprits. D'autres qu'eux recueillaient les fruits de ce long travail de démolition.

Malgré la mobilisation de toutes ses forces contre ce qu'il prétendait être un « danger fasciste » – une outrance qui le desservit –, il ne parvint pas à maintenir ses positions antérieures. Son électorat, déjà ébranlé par la crise de 1956, s'effondra. Comparativement à 1956 (5 454 000 voix), il perdit plus de 1 500 000 de suffrages en 1958 (3 882 204 voix) : à peu près 30 %. 18,9 % des suffrages exprimés au lieu de 25,5. Qui plus est : nombre d'électeurs qui l'abandonnèrent ce jour-là ne refugièrent pas leur désillusion dans l'abstention. Assez peu sans doute reportèrent leurs voix sur des candidats socialistes. Ils furent des dizaines de milliers à apporter leur appui aux candidats qui soutenaient le Général de Gaulle.

C'était un bien mauvais pli qui était pris là !

Pendant assez longtemps les communistes craignirent le pire, et ceux qui les combattaient étaient pleins d'espoir.

Par chance pour les premiers, le Général de Gaulle avait d'autres visées. On crut longtemps qu'il comptait sur son seul prestige, sur son pouvoir de « rassemblement » pour détacher durablement des « séparatistes » une partie de leurs électeurs, de leurs sympathisants voire de leurs adhérents. Et de fait, la chute parut durable, le recul acquis. Aux élections législatives de 1962, le PCF se retrouva dans la même situation qu'en 1958 : cent dix mille électeurs de plus seulement : 4 003 000 voix au lieu de 3 882 000 ; 14,4 % du nombre des inscrits au lieu de 14,2 %.

Certes, le nombre de ses voix était passé de 18,9 % des suffrages exprimés à 21,7 %, mais ce n'était pas de son fait.

Il devait cette apparente remontée à la dislocation qui commençait du bloc national qui s'était constitué quasi spontanément en 1958 : nombre d'électeurs qui, entraînés par le courant d'espérance, avaient donné leur voix à l'œuvre entreprise par le Général de Gaulle, maintenant déçus, surtout à cause de l'Algérie, étaient retournés à leur abstention habituelle.

1962-1968 – LES PROFITS DE LA DÉTENTE

année	voix	% ins.	% SE
1967	5 029 808	17,7	22,4

Cinq ans plus tard, le PCF faisait une remontée spectaculaire. Un million d'électeurs en plus (5 039 032 au lieu de 4 003 553) et 17,7 % des

électeurs inscrits au lieu de 14,5 % ; 22,5 % des suffrages exprimés au lieu de 21,8 %.

Que s'était-il passé ?

Assurément, l'usure du pouvoir avait fait son œuvre, effritant la majorité présidentielle. Pourtant, c'est autre chose qui explique que le PCF eût réussi à remonter autour de lui un électorat numériquement aussi fort que celui de l'immédiat après-guerre, et qui, relativement, représentait encore une part très honorable du corps électoral dans son ensemble : *les communistes n'étaient plus isolés dans la nation.*

Pendant les dernières années de la guerre d'Algérie, ils avaient réussi à se retrouver au coude à coude dans maints défilés avec des hommes d'autres partis, et il était apparu que, somme toute, leur politique en matière algérienne n'était pas aux antipodes de celle qu'on avait fini par faire accepter au pays.

Si, malgré cela, ils n'avaient pas fait mieux en 1962, c'est vraisemblablement parce que toute une partie de la gauche traditionnelle n'avait pas apprécié, c'est le moins que l'on puisse dire, leur campagne en faveur de l'abandon des départements algériens, à ses yeux partie intégrante du territoire de la République.

Plus important encore fut le brusque tournant de la politique internationale du Général de Gaulle, son rapprochement avec URSS, son idée (sa formule tout au moins) d'une Europe « de l'Atlantique à l'Oural ». Et, selon une pratique qui n'a pas de justification sérieuse, mais qui est courante, on crut alors que puisqu'on ménageait l'URSS et qu'on avait des relations avec elle, il convenait de ménager aussi son Parti communiste français et avoir des relations avec lui. Image symbolique : un jour de réception à l'ambassade de l'URSS, Jacques Duclos, avec la complicité de l'ambassadeur, réussit à manœuvrer de telle façon que le Général de Gaulle dut lui serrer la main. Et bien entendu, les photographes étaient là.

Les communistes se trouvaient partiellement réintroduits dans la nation.

Parallèlement, la subtile manœuvre de Waldek Rochet, faisant voter pour la première fois dès le premier tour pour le candidat socialiste lors de l'élection présidentielle de 1965, avait de son côté réintroduit – on devrait mieux dire, introduit – le PCF dans la gauche.

Indéniablement, les doutes et refus entrés en 1956 dans l'empire du Parti continuaient à y cheminer sourdement. Mais, en apparence, il s'était refait une santé.

1968-1973 – DE MAI 68 À L'ARCHIPEL DU GOULAG

année	voix	% ins.	% SE
1968	4 435 357	15,7	20,0

La révolution de mai 1968 causa d'immenses dommages au P.C.F. Ils furent saisissables d'emblée, puisqu'aux élections qui suivirent, il perdit une partie de ce qu'il avait reconquis l'année précédente : 603 675 voix de moins, 20 % des suffrages exprimés au lieu de 22,5 %.

Non seulement le mouvement s'était fait sans lui, non seulement il n'avait jamais réussi complètement à le « récupérer », mais encore de toute évidence le désir, vague, mais puissant, de changement qui s'était manifesté alors visait tout autant le communisme que l'ordre prétendu bourgeois.

Fait significatif : c'est à partir de 1968 que l'on vit des « communistes de gauche » de toutes sortes présenter des candidats dans la banlieue rouge, et arracher ainsi au PCF, si modestement que ce fût, mieux que des miettes. C'est alors qu'a commencé le démantèlement de ce bastion communiste qui s'est poursuivi depuis lors.

La publication de *L'Archipel du Goulag*, en 1973, cristallisa les doutes, les oppositions, les critiques, et donna un caractère irréversible à l'évolution intellectuelle et morale commencée en 1956.

Depuis lors, sur le plan intellectuel, on ne peut même plus parler de défensive : le PCF n'est plus capable de défendre ses positions. Il ne recule même pas pied à pied : on peut parler de déroute.

Sans doute, y a-t-il toujours force « *consommateurs de culture* » qui récitent encore et réciteront peut-être jusqu'à leur mort ce qu'ils ont appris quand ils étaient étudiants, au temps où un marxisme à la mode communiste était « la doctrine couramment admise ». Mais que de défaillances déjà dans leur rang, que de retours à une pensée plus saine ! Et surtout, qui ne constate qu'aujourd'hui tout ce qui compte parmi « *les créateurs de culture* » non seulement a déserté les rangs du PCF ou ses abords, mais encore s'emploie – en histoire, en philosophie, en économie politique – à des révisions et des reconstructions qui sans rejeter aveuglément tout ce qui vient de Marx ou est passé par lui, en conservant de son héritage ce qui peut l'être, présentent d'autres solutions aux problèmes traditionnels, d'autres façons de poser ces problèmes et d'autres méthodes pour les traiter, d'autres problèmes.

Il faut le répéter car on ne le sait pas encore assez : intellectuellement, il y a bientôt quinze ans que le communisme a été frappé à mort.

1972-1978 – L'ANCRE DE SALUT : L'UNION DE LA GAUCHE

années	voix	% ins.	% SE
1973	5 085 108	17,0	21,4
1978	5 791 185	16,7	20,6

Quel paradoxe ! Au moment où le monde intellectuel s'écartait du communisme, le privant

ainsi de toute possibilité de renouvellement pour l'avenir, voilà qu'il trouvait dans la classe politique des alliés comme il n'en avait jamais eus, pas même à la Libération, pas même au temps du Front populaire. Les alliances conclues dans ces deux périodes avec les socialistes et le reste de la gauche n'avaient pas été d'aussi longue durée, ni aussi structurées. Affirmée solennellement en 1972 par la publication du *Programme commun de gouvernement*, l'Union de la gauche a permis au PCF de se remettre en selle, de corriger partiellement et momentanément sur le plan électoral l'effet mai 1968, l'effet Soljenitsyne.

Si l'on ajoute que jamais la politique étrangère de la France n'avait été aussi favorable à l'Union soviétique et aux démocraties populaires que dans cette période, on ne s'étonnera pas que les candidats communistes aient recueilli 5 085 108 voix en 1973, 5 791 185 en 1978, soit respectivement 21,4 et 20,6 % des suffrages exprimés (il y eut plus de 4 900 000 suffrages exprimés en plus en 1978 qu'en 1973, par suite de l'abaissement de l'âge électoral).

1978-1986 – L'EFFONDREMENT

années	voix	% ins.	% SE
1981	4 003 025	11,2	16,1
1986	2 663 734	7,2	9,7

Une fois de plus, le PCF devait le maintien de son influence électorale à une équivoque : il avait changé ; il était devenu un parti comme les autres ; il représentait une gauche peut-être plus musclée que la gauche socialiste, mais qui n'en était pas foncièrement différente. Par ailleurs, non seulement sa dépendance à l'égard de l'URSS n'était plus ce qu'elle était, mais encore l'URSS elle-même faisait moins peur : moins peur idéologiquement, personne ne craignant plus la capacité séductive du « modèle soviétique », moins peur politiquement, militairement : la France n'était-elle pas en train de devenir quelque chose comme une alliée privilégiée pour Moscou ?

Et puis, ce fut l'incroyable revirement de 1977, manifeste dès le lendemain des élections municipales de mars 1977, consacré par la rupture de l'union de la gauche en septembre, et par l'évidente contre-propagande menée par le PCF durant la campagne des élections législatives de mars 1978, notamment entre les deux tours.

Pour une large part, c'est au PCF qu'incombe la responsabilité de l'échec de la gauche en mars 1978, et cela s'est vu. De même, il a été clair, dans les années qui suivirent et lors de l'élection présidentielle de 1981, que les communistes ne souhaitaient pas la victoire de M. Mitterrand, c'est bien le moins qu'on puisse dire. S'ils n'ont pas réussi à empêcher cette victoire, c'est parce que, trop certains de la défaite du candidat socialiste, ils n'avaient pas fait tout l'effort nécessaire.

Alors, devant l'évidence de ce machiavélisme, devant cette preuve renouvelée que le PCF n'avait pas changé, notamment dans ses relations avec l'URSS, puisque, de toute évidence, Moscou avait imposé ce revirement, l'électorat communiste, dont des pans entiers ne tenaient déjà plus à la

charpente principale que par routine, à force d'équivoque et de malentendu, s'est disloqué. Plus de la moitié de ses électeurs de 1978 l'ont abandonné, et la quasi totalité, vraisemblablement de façon définitive.

Claude HARMEL

LE PARTI COMMUNISTE ET LES ÉLECTIONS LÉGISLATIVES DE 1924 À 1986

Nous avons groupé en un premier tableau les résultats que le P.C.F. a obtenus de 1924 à 1986, en comparant le nombre de ses voix à ceux des inscrits et des suffrages exprimés. On pourra trouver quelques variantes dans les nombres produits en les comparant à ceux d'autres statistiques. La raison en est que les sources divergent, du fait surtout que le Ministère de l'Intérieur est souvent amené à introduire quelques rectifications aux résultats publiés au lendemain immédiat de l'élection, mais les rectifications de ce genre sont toujours de très faible amplitude et ne changent rien à l'allure générale.

Les résultats retenus ici concernent la France métropolitaine seulement.

Contrairement à l'usage, nous ne nous en sommes pas tenus à comparer les voix obtenues par le P.C.F. aux suffrages exprimés : les citoyens qui ne votent pas expriment aussi une opinion en s'abstenant d'aller aux urnes, et toute majorité doit, devrait tenir compte de cette masse non négligeable de citoyens qui refusent de s'engager. Ils forment eux aussi un parti à leur manière. On ne peut pas les ignorer.

Nous avons d'autre part calculé trois *indices* pour mettre en relief l'évolution :

- du nombre des voix communistes ;
- du pourcentage des voix communistes par rapport aux électeurs inscrits ;
- de leur pourcentage par rapport aux suffrages exprimés.

Nous avons pris l'année 1945 pour base 100.

Nous n'avons pas calculé le premier de ces trois indices pour la période 1924-1936, étant donné que le corps électoral a été brusquement accru en 1945 par l'extension du droit de vote aux femmes. Logiquement, nous aurions dû, pour ce

même indice, cesser de considérer 1945 comme point de comparaison (= base 100) à partir de 1978, puisque, cette année-là, le corps électoral a connu, par suite de l'abaissement à 18 ans de l'âge électoral, un nouvel accroissement quantitatif qui rend la comparaison difficile.

Une constatation saute aux yeux. Elle résulte de la comparaison de la première et de la dernière ligne de notre premier tableau.

1924 : 7,0 % des inscrits ; 9,5 % des suf. expr.
1986 : 7,2 % des inscrits ; 9,7 % des suf. expr.

Le Parti communiste est revenu à son point de départ.

Sept Français sur cent votent communiste ; quatre vingt treize Français sur cent ne votent pas communiste. Le score communiste est vraiment très faible. Encore n'est-il pas très sûr que, de ces sept-là, tous veuillent vraiment l'installation en France d'un régime communiste.

Jean-François REVEL
avec le concours de
Branko Lazitch

**COMMENT LES DÉMOCRATIES
FINISSENT**

Bernard Grasset, Paris

I
Le Parti communiste et les élections législatives
(1924-1986)

Années	Inscrits	Suff. exprimés	Parti communiste		
			voix	% ins.	% S.E.
III^e République					
1924	11 070 360	9 219 073	875 812	7,0	9,5
1928	11 395 760	9 415 542	1 063 943	9,3	11,3
1932	11 561 751	9 445 903	794 883	6,8	8,4
1936	11 768 491	9 687 519	1 487 336	12,7	15,3
IV^e République					
1945	24 622 682	19 189 799	5 005 336	20,3	26,0
1946 juin	24 657 128	19 880 741	5 199 111	21,0	26,1
1946 nov.	25 052 233	19 203 070	5 489 288	21,9	28,6
1951	24 530 523	19 129 064	4 910 547	20,0	25,6
1956	26 772 255	21 313 441	5 454 589	20,3	25,6
V^e République					
1958	27 244 729	20 492 371	3 882 204	14,2	18,9
1962	27 526 358	18 333 791	4 003 553	14,5	21,8
1967	28 291 838	22 392 317	5 029 808	17,7	22,4
1968	28 171 635	22 138 657	4 435 357	15,7	20,0
1973	29 901 822	23 751 213	5 085 108	17,0	21,4
1978	34 394 378	28 098 113	5 791 525	16,7	20,6
1981	35 536 041	24 823 065	4 003 025	11,2	16,1
1986	36 605 381	27 485 667	2 663 734	7,2	9,7

II
Le Parti communiste et les élections législatives
(France métropolitaine)
1924-1986
Indices (base 100 : 1985)

Années	Voix	% inrist	% S.E.
1924		34,4	36,5
1928		45,8	43,4
1932		33,4	32,3
1936		63,5	58,8
1945	100	100	100
1946-1	103,8	103,4	100,3
1946-2	109,6	107,8	110,0
1951	98,0	98,5	94,4
1956	108,9	100,0	98,4
1958	77,5	69,9	72,6
1962	79,9	71,4	83,8
1967	100,4	87,1	86,1
1968	88,6	77,3	76,9
1973	101,5	83,7	82,3
1978	115,7	82,2	79,2
1981	79,9	55,1	61,9
1986	53,2	35,4	37,3

LE DÉCLIN HISTORIQUE DU COMMUNISME EN EUROPE OCCIDENTALE

Aux élections législatives du 16 mars en France, le Parti communiste n'a recueilli que 9,79 % des suffrages exprimés. Quelques chiffres comparatifs donnent une idée de l'ampleur de sa défaite : il y a tout juste huit ans, en 1978, le P.C.F., obtenait 20,55 % des suffrages et en 1946, à l'apogée de sa force électorale, il en avait totalisé 28,6 %.

Depuis sa création, le P.C.F. a pris part à dix-sept élections législatives. Seulement trois fois, il a enregistré un résultat inférieur à 10 % des suffrages exprimés : deux fois à ses débuts (1924 et 1932) et la troisième fois, en ce mois de mars 1986.

Si ces chiffres ne prêtent pas à discussion, l'explication du phénomène y autorise, en particulier du fait que de nombreux observateurs (sans compter les socialistes eux-mêmes) attribuent l'échec communiste à l'habileté politique de François Mitterrand. Cette explication ne satisfait pas, pour la simple raison que la régression communiste n'est pas propre à la France, mais intervient dans toute l'Europe occidentale.

ÉCHECS ÉLECTORAUX EN EUROPE

Les communistes n'ont jamais professé, depuis leur victoire en Russie, en novembre 1917, la moindre idolâtrie pour le suffrage universel. Lénine lui-même avait forgé le terme injurieux de « *crétinisme parlementaire* » pour stigmatiser l'attachement des partis politiques démocratiques à l'institution parlementaire. C'est Lénine lui-même qui avait chassé, en janvier 1918, l'assemblée constituante russe, une fois qu'il eût constaté que les bolchéviks (communistes) n'avaient recueilli qu'un quart des suffrages et des sièges.

Quand les communistes ne peuvent pas violer les règles du jeu démocratique et parlementaire, ils se résignent à les respecter, comme c'est le cas en Europe occidentale. Mais si les communistes se soumettent au suffrage universel, celui-ci n'accorde pas pour autant sa confiance aux communistes, ainsi que nous l'enseignent les statistiques électorales de l'Europe au cours des six derniers mois. En ce laps de temps relativement court, les partis communistes d'Europe occidentale qui ont pris part aux élections ont en effet connu, dans la plupart de cas, soit un effondrement, soit même une disparition pure et simple sur l'échiquier politique national.

Chypre. – Ce petit pays possédait le P.C. le plus fort, électoralement parlant, de tous les « partis frères » en Europe : 32,8 % des suffrages exprimés lors des élections de 1981. Aux élections législatives de décembre dernier, il est tombé à 27 %.

Norvège. – Lors des élections de septembre 1985, le Parti communiste a recueilli 0,3 % des suffrages exprimés.

Belgique. – Les élections législatives d'octobre 1985 ont vu le P.C. perdre la moitié de ses voix, au point qu'il est tombé à 1,2 % des suffrages exprimés.

Espagne. – En novembre 1985, deux partis communistes se présentèrent séparément aux élections régionales de Galice : le PC « libéral » obtint 0,86 % des suffrages exprimés et le PC « néostalinien », 0,75 %, d'où la perte de l'unique siège communiste au Parlement régional.

Dans deux autres pays dotés d'un PC relativement important et inconditionnellement pro-soviétique, celui-ci ne s'est pas effondré, mais a reculé. Au Portugal, en octobre 1985, le PC a perdu deux points et demi par rapport aux élections précédentes, recueillant 15,5 % des suffrages exprimés ; en Grèce, en juin 1985, le PC a reculé de plus d'un point, obtenant un résultat inférieur à 10 %.

Paradoxalement, dans un seul pays d'Europe, le plus prospère et le moins touché par la crise, la Suède, le PC maintient des positions électorales à peu près intactes : aux élections de septembre 1985, le Parti communiste suédois a enregistré 5,4 % des suffrages exprimés, contre 5,6 % en 1982. Mais dans la Finlande voisine, les prochaines élections législatives s'annoncent mal, puisqu'on pronostique aux communistes environ 10 % des suffrages exprimés (pendant des décennies, il en a obtenu le double), indépendamment de leur scission en deux partis ennemis !

*
**

Ces chiffres ne prêtent à aucune équivoque, d'autant plus qu'ils doivent être complétés par une deuxième série relative à plusieurs autres pays d'Europe occidentale où le PC est déjà tombé dans la fourchette de 0,2 % à 1 % des suffrages

exprimés : Autriche, Suisse, Danemark, Pays-Bas, Grande-Bretagne et République Fédérale d'Allemagne.

REFLUX TACTIQUE OU DÉCLIN HISTORIQUE ?

Pour expliquer dans l'esprit du « socialisme scientifique » les diverses péripéties de leur activité, les communistes se servent de la théorie du flux et du reflux du mouvement révolutionnaire. Staline a écrit dans les « *Bases du léninisme* » : « *La tactique consiste à fixer la ligne de conduite du prolétariat pendant la période relativement courte du flux et du reflux du mouvement, de l'essor ou du déclin de la révolution, à lutter pour l'application de cette ligne en remplaçant les anciennes formes de lutte et d'organisation par de nouvelles, les anciens mots d'ordre par de nouveaux... La tactique change selon les flux et les reflux* ».

Selon la logique communiste, une phase de reflux prédomine donc actuellement en Europe. Mais, toujours selon la même logique, ce n'est pas la première fois que ce recul se produit. Dès sa naissance et de 1921 à 1935, soit pendant quinze ans, le mouvement communiste connut en Europe une période de reflux. A nouveau et pour une période plus brève, mais beaucoup plus grave, au cours du Pacte Hitler-Staline (1939-41), un reflux intervint. Mais toujours un flux y a succédé : en 1935, à la faveur de la tactique du Front populaire ; à la fin de la Deuxième guerre mondiale, sous le couvert de la résistance à l'Allemagne. Par conséquent, raisonnent les « apparatchiks » formés dans les diverses écoles du Parti, l'essentiel consiste à maintenir intact le noyau dur et les structures d'accueil, en attendant un nouveau flux.

Plus le temps passe, moins cette interprétation stalinienne correspond toutefois à la réalité. Dans l'évolution de l'humanité, tout ne saurait s'expliquer par des mouvements de flux et de reflux. L'histoire connaît en abondance des cas de disparition définitive d'Etats, d'Empires, de sociétés, sans parler des mouvements politiques. La question qui se pose est donc la suivante : le mouvement communiste en Europe occidentale, compte tenu de la disparition progressive de sa force politique et idéologique, est-il ou non irrémédiablement engagé dans un processus de déclin historique ?

Le mouvement communiste est la seule famille politique de l'Europe occidentale à être frappée par ce processus. Au lendemain de la deuxième guerre mondiale, quatre familles politiques s'y partageaient le terrain électoral : les communistes, les socialistes, les démocrates-chrétiens et les libéraux (ces derniers de loin les plus faibles). Depuis lors et contre vents et marées, la social-démocratie et la démocratie chrétienne se

sont maintenues comme des forces de premier ordre et les libéraux se sont sérieusement renforcés ; seuls, les communistes sont entrés dans une phase de dépérissement. Bien entendu, la cadence varie d'un parti communiste à l'autre, mais ce qui compte avant tout, c'est ce que les communistes qualifient, dans leur langue de bois, de « tendance ». Pour certains « partis frères », c'est une marche rapide ; pour d'autres, une longue marche ; mais la direction est pour tous la même et elle ne conduit ni au pouvoir, ni aux « lendemains qui chantent », mais au cimetière des idées et des forces politiques. « *La liberté ? Pour quoi faire ?* » Cette formule, attribuée à Lénine, tendait à exprimer le peu de cas que faisait de la liberté le père du communisme et le peu de besoin qu'il en éprouvait. Aujourd'hui, les peuples d'Europe occidentale retournent cette formule et en rejetant le communisme, il disent : « *Le Parti communiste ? Pour quoi faire ?* ».

QUE RESTE-T-IL DE LA DOCTRINE ?

Pendant des décennies, les communistes de tous les pays se sont vantés d'avoir été le seul mouvement politique reposant sur l'unité de la théorie et de la pratique et s'inspirant d'une doctrine scientifique, dite marxisme-léninisme-stalinisme. Aujourd'hui, ils n'osent plus professer eux-mêmes de telles énormités.

Ils ont commencé par supprimer la troisième composante de cette trilogie, le stalinisme. Leur corps de doctrine en est devenu bancal, car le stalinisme donnait une explication claire du monde d'aujourd'hui, avec la division en deux grands blocs, le socialisme et le capitalisme, l'accession des peuples coloniaux à l'indépendance, l'aggravation des contradictions au sein du capitalisme, etc... Les communistes professent toujours ces idées et ils ne cessent de les répéter, mais sans citer Staline. Ainsi, dans son Rapport au 27^e congrès, Gorbatchev s'est-il longuement étendu sur une triple contradiction du monde capitaliste : « *Le premier groupe de contradictions, le plus important, est lié aux relations entre les Etats des deux systèmes (socialiste et capitaliste)... Le second groupe de contradictions, ce sont les contradictions intérieures du monde capitaliste lui-même... Ce sont avant tout les contradictions entre le travail et le capital qui s'aggravent... Un nouvel ensemble de contradictions s'est formé entre l'impérialisme et les pays et peuples en voie de développement* ». Or, dans son premier ouvrage sur le léninisme, dès 1924, Staline écrivait : « *Parmi ces contradictions du capitalisme, il en est trois particulièrement importantes. La première, c'est la contradiction entre le travail et le capital... La deuxième contradiction est l'antagonisme des différents groupes financiers et des puissances impérialistes... La troisième contradiction, c'est la contradiction entre quelques nations « civilisées » puissantes et les peuples colonisés* ».

Quand il s'agit d'un phénomène post-stalinien, les dirigeants du Kremlin, incapables d'élaborer une analyse à eux, et à plus forte raison d'avoir une simple pensée originale, se contentent de copier les schémas marxistes-léninistes d'autrefois. Tel est le cas avec leur interprétation de la crise intervenue dans le monde capitaliste à partir de 1974.

Dès 1976, dans son Rapport au 25^e congrès, Brejnev était à la fois catégorique et apocalyptique : « *C'est précisément au cours de ces années qu'a éclaté dans le monde capitaliste une crise économique qui, de l'aveu des représentants de la bourgeoisie eux-mêmes, ne peut être comparée qu'à la crise du début des années trente... L'instabilité du capitalisme devient de plus en plus évidente... ; le capitalisme est une société sans avenir* ». Cinq ans plus tard, en 1981, dans son Rapport au 26^e congrès, Brejnev nuancait déjà son jugement : « *Au cours de ces années, s'est poursuivie l'aggravation de la crise générale du capitalisme. Certes, le capitalisme ne s'est pas arrêté dans son développement...* ». Cinq ans plus tard à nouveau, en mars de cette année, dans son Rapport au 27^e Congrès, le nouveau N° 1 du Kremlin, Gorbatchev, est devenu plus prudent encore : « *Il est vrai que l'étape actuelle de la crise générale n'implique pas une stagnation absolue du capitalisme, n'exclut pas des possibilités de croissance de son économie, de mise en pratique de nouvelles orientations scientifiques et techniques* ».

En réalité, la doctrine marxiste-léniniste s'est révélée incapable d'empêcher que les mythes successifs du communisme ne volent en éclats l'un après l'autre, dans le bref laps de temps constitué par la seconde moitié de la décennie précédente :

– *Mythe soviétique*. « L'effet Soljenitsyne » a joué un rôle capital en Europe occidentale (tous les dissidents et les contestataires, à commencer par le professeur Sakharov, faisant partie de ce phénomène à la fois imprévu et dévastateur). Le coup de grâce vint en décembre 1979, avec l'agression soviétique contre l'Afghanistan, acte que ni le tiers-monde, ni le mouvement communiste d'Europe occidentale (à l'exception des « partis frères » français et portugais) ne pouvaient accepter.

– *Mythe de Mao*. Après le décès du « grand timonier » (septembre 1976), très vite se sont écroulés les mensonges érigés en dogme du communisme chinois, le « grand bond en avant », la « révolution culturelle », la « pensée » de Mao, etc. Les conséquences dans l'opinion publique occidentale, ont été énormes : les maoïstes ont disparu de la face du globe aussi totalement que certaines espèces animales antédiluviennes.

– *Mythe vietnamien*. Pendant plus de trente ans, la lutte armée des communistes vietnamiens fut prise pour ce qu'elle n'était pas : une lutte pour l'indépendance nationale et contre tout impérialisme. La transformation du Vietnam en sa-

tellite de choc de Moscou d'une part et la tragédie des « boat people » de l'autre ont toutefois fini par remettre à sa véritable place cette copie conforme du communisme soviétique dans le Sud-Est asiatique.

– *Mythe de Fidel Castro*. Ce deuxième satellite de choc de Moscou ne peut plus aujourd'hui donner le change, ni aux peuples latino-américains, ni à l'intelligentsia occidentale. Au moment où l'Amérique latine choisit dans sa presque totalité la voie de la démocratie parlementaire, personne ne peut plus soutenir la thèse que le choix, pour ce continent, reste entre Castro et Pinochet.

– *Mythe eurocommuniste*. Au tombeau collectif des mythes communistes, l'Europe occidentale se devait d'apporter sa contribution. Ce fut l'eurocommunisme : il est facile de rappeler quand le terme est né (1976) ; plus difficile de préciser quand il fut abandonné, tant son agonie fut longue et lente. Le destin personnel de Santiago Carrillo, resté seul après cinquante ans d'action politique, car chassé du Parti dont il avait été le chef pendant des décennies (et devenu moins critique qu'autrefois à l'égard des Soviétiques), symbolise assez bien la fin de ce mythe.

*
**

La doctrine marxiste-léniniste rejoint dans le néant la politique marxiste-léniniste. De même qu'il y a moins en moins d'électeurs communistes en Europe, il n'y a plus guère de penseurs marxistes-léninistes. L'unité de la théorie et de la pratique existe toujours, mais au lieu que ce soit dans l'action, c'est dans le néant qu'elle se manifeste. « *Nous avons pour nous la vérité de la doctrine marxiste-léniniste* », affirmait Brejnev dans son Rapport au 26^e congrès en 1981. Même les communistes d'Occident n'osent plus aujourd'hui prononcer une telle phrase.

QUE VONT FAIRE LES SOVIÉTIQUES ?

Gorbatchev est aujourd'hui confronté à une double urgence, ainsi qu'il ressort clairement de son Rapport au 27^e congrès : à l'intérieur, l'économie et à l'extérieur, Reagan. L'Europe occidentale est placée à un niveau inférieur : pour la première fois depuis fort longtemps, le Rapport du N° 1 soviétique au congrès du Parti n'a pas consacré une seule phrase à certains pays occidentaux importants, tels la France et l'Allemagne fédérale. Et au sein de cette Europe occidentale minorisée, le mouvement communiste international se trouve à peine mentionné, pour ainsi dire marginalisé.

Les recettes soviétiques, appliquées mécaniquement depuis des décennies, produisent de moins en moins d'effet dans le mouvement communiste occidental. C'est en particulier le cas pour le Parti, pièce maîtresse du léninisme. Aux

yeux de Lénine, un Parti communiste authentique devait posséder deux atouts : les militants et la discipline. Aujourd'hui, les militants bénévoles se font de plus en plus rares, sinon inexistantes et la discipline du Parti est de plus en plus éloignée du centralisme démocratique.

La machine, c'est-à-dire le mouvement communiste international, existe encore, mais en Europe elle tourne à vide. A Moscou, fonctionne toujours la Section internationale, avec au moins 200 « *apparatchiks* » chargés de superviser le mouvement communiste et socialiste dans les pays capitalistes. Mais ils se livrent à un simple travail bureaucratique, qui d'ailleurs risque de perdre de son importance avec le départ en retraite de son responsable pendant plus de trente ans, Boris Ponomarev, remplacé par Anatole Dobrynine, spécialiste des Etats-Unis. Avec le personnel soviéti-

que tel qu'il est à Moscou et avec les « partis frères » tels qu'ils sont en Europe occidentale, ce n'est pas un redressement qui peut intervenir. C'est un enlèvement qui va continuer.

Le test, pour mesurer le poids de plus en plus relatif de Moscou dans le mouvement communiste international, reste l'effort accompli pour convoquer une conférence mondiale des « partis frères ». La dernière réunion organisée à cette fin eut lieu en juin 1969. Pendant plus de dix ans, l'équipe Brejnev a tenté en vain d'aboutir. A la fin de 1984, l'équipe Tchernenko lâcha un ballon d'essai, toujours sans succès. Depuis que Gorbatchev est au Kremlin, aucune tentative n'a été entreprise pour surmonter l'opposition ou les réticences manifestées par la plupart des « partis frères », surtout ceux d'Europe occidentale.

Branko LAZITCH

Après le 27^e congrès du P.C.U.S.

KREMLIN : L'ÉQUIPE EST FORMÉE

Politiquement, le XXVII^e congrès du Parti communiste d'Union soviétique ne laissera pas une trace impérissable dans l'Histoire. Si Mikhaïl Gorbatchev et Nikolaï Ryjkov, le premier ministre, ont renouvelé à leur manière les promesses khrouchtchéviennes d'avenir radieux (repoussé cette fois assez loin pour ne pas être compromettant), ils n'ont pas annoncé ces réformes extraordinaires que les observateurs attendaient et qui, plaçant le pays sur la voie de la prospérité, le poseraient *ipso facto* sur les rails de la démocratisation.

Incompréhension fatale que cette attente permanente de l'évolution du système soviétique. Les congrès sont censés marquer les étapes de la construction du communisme et non du retour au capitalisme. Grandes fêtes de l'autosatisfaction (la source de tous les problèmes étant traditionnellement rejetée sur les précédents dirigeants, les caprices de la nature et les intrigues malveillantes du capitalisme), les congrès ont cependant une utilité : ils peuvent servir à comprendre l'évolution du pouvoir, de sa structure et de ses règles.

De fait, on semble assister depuis vingt ans à la mise en place, au sein de la direction du parti, d'un certain nombre de mécanismes de régulation et de contrôle du pouvoir. Les deux problèmes les plus épineux pour les élites soviétiques, la sécurité de l'emploi et le renouvellement des cadres dirigeants, semblent avoir été finalement résolus. Plus important, des règles strictes de succession du dirigeant suprême paraissent avoir été mises en place.

De ces points de vue, le XXVII^e congrès a confirmé ces règles. En particulier, l'importance du rôle du secrétaire du comité central chargé de superviser les départements idéologiques. Numéro deux du parti, la règle non écrite du parti en fait le successeur du secrétaire général. Cette règle n'a pas été démentie au cours des successions en cascade de ces dernières années. Après que Souslov, numéro deux sous Brejnev, eût tenu ce poste jusqu'à sa mort au début de 1982, le secrétariat idéologique a été l'étape obligatoire d'accession au pouvoir d'Andropov, de Tchernenko et de Gorbatchev.

Il est intéressant de constater que chacun de ces hommes a occupé ce poste pendant toute la période où celui qui apparaissait comme son rival direct était secrétaire général.

Le secrétaire à l'idéologie semble être l'un des freins au pouvoir personnel. Dans un système où le renouvellement du pouvoir ne peut se faire que par cooptation, la constitution de « clans » est une nécessité. Mais si l'un de ces clans devient trop important, la dérive vers le pouvoir personnel est inévitable. Le numéro deux est donc, en règle générale, le représentant d'un clan adverse de celui du secrétaire général.

La collégialité que cela implique est la règle du pouvoir : les décisions de la direction du parti sont toujours présentées comme collectives. C'est le Bureau politique qui décide, non tel ou tel de ses membres.

Cette règle est particulièrement vraie en ce qui concerne la politique des cadres. La promotion d'un féal d'un dirigeant s'accompagne invariablement de la promotion d'un ou plusieurs protégés de ses collègues. La politique soviétique étant figée dans ses grandes lignes depuis des décennies par les rigidités du dogme et de l'économie planifiée, la réalité de l'exercice du pouvoir se trouve d'ailleurs moins dans la capacité à promouvoir des réformes que dans la possibilité de placer des hommes à soi à des postes clés.

*
**

C'est suivant ces lois du parti que s'est déroulé le très important renouvellement des organes de direction du parti et de l'Etat qui a eu lieu entre l'accession de Gorbatchev au secrétariat général et le récent congrès (voir notre précédent numéro).

A l'issue du congrès, au bureau politique et au secrétariat du comité central sept promotions et trois départs sont venus s'ajouter à ces remaniements.

Des instances dirigeantes nommées à l'issue du précédent congrès, en mars 1981, seuls quatre titulaires du bureau politique ont conservé leur poste : Gorbatchev et Gromyko, bien sûr, mais aussi Vladimir Chtcherbitski et Dinmoukhamed Kounaïev, potentats locaux du parti, respectivement en Ukraine et au Kazakhstan.

Sur les dix membres du secrétariat, seuls restent aujourd'hui en fonction Gorbatchev, Vladimir Dolguikh (chargé de l'industrie lourde) et Mikhaïl Zimianine (culture).

Mise à part cette extraordinaire rotation de personnel, les changements structurels sont minimes : les clans de Brejnev et de Souslov-Andropov ont disparu en tant que tels et ceux qui en étaient membres ont fait allégeance aux nouveaux dirigeants ou se cantonnent dans une prudente neutralité qui peut leur permettre de jouer les arbitres.

Aujourd'hui, le bureau politique comprend douze titulaires et sept suppléants. Sur ces dix-neuf personnes, dix siègent dans cette instance non pas à titre personnel, mais en tant que représentants d'une fonction bien précise. Il s'agit, par exemple, des premiers secrétaires du parti pour la ville de Moscou, la région de Léninegrad et les plus importantes des Républiques fédérées.

La région de Léninegrad n'était plus représentée en tant que telle au bureau politique depuis l'accession de son premier secrétaire, Lev Zaïkov, au secrétariat du comité central, en juillet dernier. Son successeur à Léninegrad, Iouri Soloviev, a été promu suppléant du bureau politique à l'issue du congrès. Pour les mêmes raisons, le premier secrétaire de Biélorussie, Nikolaï Slioukov, fait également partie de cette vague de promotions, en tant que suppléant lui aussi.

Le fait que ce soient leurs fonctions qui aient motivé leur promotion ne préjuge pas de leur destin dans les instances suprêmes. Certains dirigeants sont entrés au bureau politique pour occuper un poste-fonction et finissent par y jouer un rôle personnel : cela a été récemment le cas de Edouard Chevardnadze. Devenu suppléant du bureau politique grâce à ses fonctions de premier secrétaire du PC de Georgie, il s'est vu confier, l'an dernier, le portefeuille de ministre des Affaires étrangères en remplacement d'Andréi Gromyko et un siège de titulaire du bureau politique, sans que l'on sache très bien si cette promotion au sommet du parti est due à sa nouvelle fonction ou à l'importance qu'il a pu acquérir comme suppléant.

L'arrivée de Soloviev et Slioukov au bureau politique est compensée numériquement par le départ à la retraite de deux suppléants, Boris Ponomarev, quatre-vingt-un ans, secrétaire du comité central chargé du très important département international, et Vassili Kouznetsov, quatre-vingt-cinq ans, premier vice-président du Soviet suprême d'URSS.

C'est au secrétariat du comité central que les changements de personnes ont été les plus spectaculaires.

Il y a traditionnellement deux catégories de secrétaires : ceux qui cumulent un poste au secrétariat et un siège au bureau politique, et les autres.

Avant le congrès, seuls Gorbatchev et Ligatchev appartenaient à la première catégorie. Ils sont trois maintenant avec la nomination de Lev Zaïkov comme membres à part entière du bureau politique sans passer par le stage de suppléant. Gorbatchev, Ligatchev et Zaïkov forment le « super-secrétariat » chargé de coordonner l'action de l'ensemble de l'appareil. Ligatchev, on l'a vu, supervise les départements idéologiques, Zaïkov l'industrie en général et plus particulièrement l'industrie d'armement.

Zaïkov, soixante-trois ans, a été premier secrétaire du parti pour la région de Léninegrad avant d'entrer au secrétariat, en juillet dernier, pour superviser l'industrie de défense, en remplacement de Romanov, ancien rival de Gorbatchev, qui venait d'être limogé. A l'issue du récent congrès, Zaïkov a été coopté membre de droit du bureau politique, reprenant ainsi la totalité des attributions de Romanov.

Il est intéressant de noter que ce dernier a également été, pendant plus de dix ans, premier secrétaire du parti à Léninegrad, avant d'entrer au secrétariat.

Cela semble maintenant une tradition que le responsable de l'industrie d'armement vienne de l'ancienne capitale russe. La raison en est simple : l'importance des usines liées à la défense dans les environs de la ville font de son premier secrétaire, par la force des choses, un spécialiste en matière d'armement. Le maréchal Oustinov, qui contrô-

lait jadis ce secteur au secrétariat du comité central, était également originaire de Léninegrad.

*
**

Le XXVII^e congrès a profondément modifié la composition du reste du secrétariat en procédant à la nomination de cinq nouveaux membres (sur onze) et en mettant fin aux fonctions de deux des secrétaires survivants de l'époque brejnévienne. Ces nominations et ces départs sont révélateurs de la structure du pouvoir au sein du bureau politique. Si l'on part du principe (vérifié par l'expérience) que le pouvoir réel se mesure à la capacité de pousser ses créatures, on voit immédiatement qui commande.

D'abord, les départs : en plus de son fauteuil de suppléant du bureau politique, Ponomarev, vieux complice de Souslov et survivant de l'ère stalinienne, perd son poste de responsable du département international du parti. Mais son départ, pas plus que ceux de Kouznetsov et de l'ancien premier ministre Nikolaï Tikhonov, en septembre dernier, n'est une sanction : c'est une authentique mise à la retraite, en raison de l'âge ou de l'état de santé. Ces trois hommes conservent leur fauteuil au parlement du parti, le comité central.

Ce n'est pas le cas, en revanche, de Ivan Kapitonov, soixante-et-onze ans, qui perd, à l'issue du congrès, son poste de secrétaire. A l'époque de Brejnev, il s'occupait du secteur très important des cadres. Sous Andropov, il fut transféré à l'un des départements industriels ou économiques (l'industrie légère, vraisemblablement). Sa mise à la retraite constitue une évolution logique, due davantage à la disparition progressive de ses protecteurs qu'à un conflit avec les dirigeants actuels.

*
**

Voyons les nominations.

Proche de Gorbatchev, Gueorgui Razoumovski, cinquante ans, supervisera l'organisation du travail du parti, le poste-clé des organigrammes et du personnel c'est-à-dire la gestion des courants du pouvoir. Razoumovski, spécialiste de l'agriculture (secteur que contrôlait jadis Gorbatchev), a fait une grande partie de sa carrière à Krasnodar, la région voisine de celle de Stavropol, fief de l'actuel secrétaire général.

Deux des nouveaux secrétaires peuvent se réclamer d'un double parrainage : Alexandre Iakovlev, soixante-deux ans, chargé de la propagande et Anatoli Dobrynine, soixante-sept ans, au département international.

Points communs entre les deux hommes : ils sont tous deux anciens ambassadeurs en Amérique du Nord, ils entretiennent des relations avec Gromyko qui a favorisé à un moment ou un autre

leur carrière et ils connaissent tous les deux Ligatchev.

Le cas de Iakovlev est exemplaire : il était, dans les années soixante, l'un des principaux responsables du département de la propagande (à l'époque, on disait l'agit-prop) du comité central, où travaillait également Ligatchev. En disgrâce à partir de 1973, il est nommé ambassadeur au Canada. Dix ans plus tard, en 1983, au moment où Gromyko devient premier vice-président du Conseil des ministres, Iakovlev est nommé directeur de l'Institut d'économie mondiale et des relations internationales de Moscou, pépinière des cadres des affaires étrangères. En août 1985, il revient à la tête du département de la propagande. Un mois après la nomination de Gromyko comme chef de l'Etat.

Dobrynine, ambassadeur à Washington depuis vingt-quatre ans, a également travaillé en étroite relation avec Gromyko, qui considérait le dialogue entre Moscou et Washington comme la clef de voûte de l'ordre diplomatique international. Signe particulier : pendant ses études d'ingénieur d'aviation à l'Institut Ordjonikidze de Moscou, il a côtoyé Ligatchev. On ne peut cependant pas le rattacher à un éventuel « clan » de ce dernier, même si le fait d'être une ancienne connaissance du numéro deux du parti a pu faire pencher la balance en faveur de sa nomination. En revanche, cela pourrait indiquer que Gromyko exerce toujours une influence en matière de politique internationale.

Il est surprenant, au moment où l'on considère Gorbatchev comme l'inspirateur d'une politique étrangère où l'Europe est censée jouer un rôle important, que ceux qui prennent en charge deux départements essentiels du comité central soient des spécialistes du monde américain. En matière de nominations également Gromyko a certainement plus de pouvoirs qu'il ne semble au premier abord.

D'autant que l'un des trois secrétaires survivants de l'époque brejnévienne, Mikhaïl Zimianine, chargé de la culture, demeure en place malgré ses soixante-douze ans (il est d'un an l'aîné de Kapitonov, mis à la retraite). Sans doute Gromyko est-il à l'origine de son maintien. Ils sont tous les deux Biélorusses et Zimianine a fait une grande partie de sa carrière avec Gromyko, au ministère des affaires étrangères, jusqu'au poste de vice-ministre, avant de devenir rédacteur en chef de la « Pravda » en 1965.

Il est probable que la nomination de Gromyko au poste purement honorifique de président du praesidium du Soviet suprême n'a pas été une mise à l'écart. L'importance de Gromyko lui venait de son siège au bureau politique et non de son poste de ministre des Affaires étrangères qui, comme l'ensemble du personnel gouvernemental, n'est qu'un simple exécutant des décisions du bureau politique. Sa nomination comme chef de l'Etat pourrait être une marque de respect et la re-

connaissance de son importance au sein du parti et de l'Etat. Ne pouvant espérer succéder à un secrétaire général de vingt ans son cadet n'éprouvant par ailleurs aucune sympathie pour l'appareil du comité central, Gromyko se trouve bien à la place la plus haute qu'il pouvait atteindre et non sur une voie de garage. Cette interprétation défavorable de sa nomination à la tête de l'Etat, n'aurait un sens que s'il était en mesure de viser le fauteuil du secrétaire général. Or son âge le lui interdit.

Pour en revenir à Ligatchev, sa griffe se retrouve également derrière la nomination de Vadim Medvediev, cinquante-sept ans, qui supervisera, au secrétariat, le secteur scientifique. Medvediev

travaillait également, dans les années soixante, au département de la propagande, comme Iakovlev et Ligatchev.

Enfin et pour la première fois depuis près de vingt ans, une femme, Alexandra Birioukova, cinquante-sept ans également, accède aux hautes sphères de la direction soviétique. Mme Birioukova a fait sa carrière dans l'appareil central des syndicats, dont elle était la vice-présidente. Elle s'occupera des problèmes sociaux au secrétariat du comité central. Il semble qu'il s'agisse simplement là d'une nomination de circonstance, destinée à valoriser le rôle de la femme dans la direction soviétique.

Pierre LORRAIN

COMPOSITION DU POLITBURO ET DU SECRÉTARIAT APRÈS LE XXVII^e CONGRÈS DU PCUS (MARS 1986)

Nom et date de naissance	Entrée au BP	Fonctions en février 1986
1) Mikhaïl Gorbatchev (1931)	1980	Secrétaire général (1985)
2) Gueïdar Aliev (1923)	1982	1 ^{er} Vice-Président du Conseil des ministres (1983)
3) Edouard Chevardnadze (1928)	1985	Ministre des Affaires étrangères (1985)
4) Vladimir Chtcherbitski (1918)	1971	1 ^{er} secrétaire du PC d'Ukraine (1972)
5) Andréï Gromyko (1909)	1973	Président du Praesidium du Soviet suprême (1985)
6) Dinmoukhamed Kounaïev (1912)	1971	1 ^{er} secrétaire du PC du Kazakhstan (1964)
7) Iegor Ligatchev (1920)	1985	Secrétaire du CC du PCUS (1983)
8) Nikolai Ryjkov (1929)	1985	Président du Conseil des ministres (1985)
9) Mikhaïl Solomentsev (1913)	1983	Président du Comité de contrôle du parti (1983)
10) Viktor Tchebrikov (1923)	1985	Président du KGB (1982)
11) Vitali Vorotnikov (1926)	1983	Président du Conseil des ministres de RSFSR (1983)
12) Lev Zaïkov (1923)	1986	Secrétaire du CC du PCUS (1985)
Suppléants :		
1) Petr Demitchev (1918)	1964	Ministre de la Culture (1974)
2) Vladimir Dolguikh (1924)	1982	Secrétaire du CC du PCUS (1972)
3) Boris Ieltsine (1930)	1986	1 ^{er} secrétaire du parti pour la ville de Moscou (1985)
4) Nikolai Slioukouv (1929)	1986	1 ^{er} secrétaire du PC de Biélorussie (1983)
5) Sergueï Sokolov (1911)	1985	Ministre de la Défense (1984)
6) Iouri Soloviev (1925)	1986	1 ^{er} secrétaire du parti pour la région de Léninegrad (1985)
7) Nikolai Talyzine (1929)	1985	1 ^{er} Vice-Président du Conseil des Ministres, Président du Gosplan (1985)
Secrétariat du CC :		
1) Mikhaïl Gorbatchev	1978	Secrétaire général (1985)
2) Iegor Ligatchev	1983	Idéologie (1985)
3) Vladimir Dolguikh	1972	Industrie lourde
4) Lev Zaïkov	1985	Industrie de Défense
5) Alexandra Birioukova (1929)	1986	Problèmes sociaux
6) Anatoli Dobrynine (1919)	1986	Département international
7) Alexandre Iakovlev (1924)	1986	Département international
8) Vadim Medvediev (1929)	1986	Sciences et éducation
9) Viktor Nikovov (1929)	1985	Agriculture
10) Gueorgui Razoumovski (1936)	1986	Travail du parti
11) Mikhaïl Zimianine (1914)	1976	Culture

PRIX DU PÉTROLE ET FINANCES SOVIÉTIQUES

Les conséquences de la baisse du prix du pétrole ont été largement analysées ici et là. Peu de commentateurs ont fait mention de son impact considérable sur les pays de l'Est.

L'U.R.S.S. et ses alliés ont toujours eu un pressant besoin de devises fortes. Les achats de blé ne doivent pas être surestimés : c'est avant tout des produits manufacturés et de la technologie que le bloc de l'Est achète à l'Ouest. Il y consacre 75 % de ses achats.

Il y a douze ans, les pays de l'Est européen avaient un solde de leurs échanges déficitaire avec l'Ouest (3 milliards de dollars en 1973). Depuis cette époque, l'Est a perdu 35 % de ses parts de marché à l'Ouest pour les produits agricoles. Pour les produits manufacturés, le recul est de 40 % (Revue « *Conjoncture* », Société générale, juillet-août 1985).

Les raisons de cette déroute sont connues : non compétitivité, absence d'innovation. Un observateur a pu écrire : « *Les pays de l'Est sont devenus incapables de maintenir leur place sur le marché mondial...* » (Anita Tiraspolky, « *Courrier des pays de l'Est* », janvier 1985).

La balance commerciale de l'U.R.S.S. avec l'Ouest est restée déficitaire après 1973, mais la catastrophe prévisible en lisant les chiffres ci-dessus ne s'est pas produite. Mieux : en 1984, le commerce extérieur soviétique a dégagé un excédent de quatre milliards de dollars. Que s'est-il passé ?

Les dirigeants soviétiques, devant l'augmentation des prix de l'énergie, ont décidé, durant les années soixante-dix, de vendre le plus possible de pétrole et de gaz aux Occidentaux, et de baser leur commerce extérieur sur ces produits.

Cette politique a totalement échoué aux Etats-Unis et au Japon. Pour des raisons politiques avouées, ce dernier pays a éludé les propositions soviétiques de collaboration en Sibérie. Il a signé avec l'Australie, en août 1985, un important contrat de fourniture de gaz naturel.

Les Soviétiques ont au contraire réussi en Europe de l'Ouest. D'après Claude Lachaux (revue « *Défense nationale* », octobre 1985), 90 % de leurs revenus en devises fortes proviennent aujourd'hui de ventes d'hydrocarbures (pétrole et gaz) à la seule Europe de l'Ouest. En comparant avec d'autres sources, nous croyons que le chiffre exact se situe entre 80 et 90 %. En 1984, les recettes en devises de l'U.R.S.S. ont approché vingt-

trois milliards de dollars. Près de vingt milliards provenaient de la seule vente d'énergie à l'Europe de l'Ouest, dont quatorze pour le pétrole.

Cette situation a pour conséquence un raffermissement de la domination économique de l'U.R.S.S. sur ses alliés est-européens. Dorénavant, c'est Moscou qui récolte la plus grosse part des devises fortes (cela n'était pas vrai il y a dix ans).

Première difficulté pour Moscou : la stagnation de la production pétrolière

Il y a sept ou huit ans, des experts occidentaux avaient annoncé la stagnation, puis la baisse de la production pétrolière soviétique. L'U.R.S.S. avait démenti, en particulier par le biais d'un service d'information installé en Suède et déguisé en organisme indépendant privé ! Ce qui démontre que le gouvernement soviétique tenait à sa politique d'exportation pétrolière et voulait rassurer ses futurs clients. Les experts occidentaux fondaient leur raisonnement sur deux faits :

- les Soviétiques ne parvenaient pas à remplacer les gisements géants de Sibérie occidentale ;
- leur technologie pétrolière n'était pas à la hauteur de leurs ambitions, en particulier pour les forages en mer.

Ce sont les prévisions occidentales qui se sont réalisées. Après avoir stagné, la production pétrolière soviétique a culminé en 1983 (616 millions de tonnes), puis est retombée à 595 millions en 1985.

Malgré les exhortations de Gorbatchev et les mesures brutales qui lui sont habituelles (limogeage de responsables), il est peu probable que la géologie de l'U.R.S.S. lui obéisse. Quant à la technologie soviétique en matière pétrolière, ce n'est pas demain qu'elle atteindra le niveau texan.

La remontée de la production pétrolière de l'U.R.S.S. est peu vraisemblable. Le mieux que les dirigeants du Kremlin puissent espérer est le maintien d'une production proche de 600 millions de tonnes par an.

L'année 1985 a vu un certain nombre d'interruptions, pour raisons techniques, des livraisons pétrolières à l'Europe de l'Ouest. En conséquence, les ventes de pétrole de l'U.R.S.S. ont chuté de 25 %, entraînant un déficit estimé provisoirement à six milliards de dollars pour la balance des paiements soviétique (« *Bulletin de l'industrie pétrolière* », 27/2/86).

Seconde difficulté pour Moscou : la baisse du prix du pétrole

La presse a indiqué qu'une baisse de 1 dollar par baril entraîne pour l'U.R.S.S., *grosso modo*, une perte de devises de 500 millions de dollars par année pleine. Le chiffre est exact.

Si le prix du pétrole se stabilise à 17-18 dollars, le manque à gagner sera de cinq milliards de dollars. Or, début mars 1986, on a traité des ventes de pétrole au-dessous de 14 dollars.

Il faut noter que la baisse du prix du pétrole entraîne celle du gaz et accroît la concurrence vis-à-vis du charbon, qui sera obligé de baisser également.

C'est donc l'essentiel des exportations soviétiques qui sont touchées, ainsi que celles de la Pologne pour le charbon.

Le bilan global des pertes de devises est difficile à établir, car le prix moyen du pétrole en 1986 n'est évidemment pas connu. Cependant, le Kremlin devrait s'estimer heureux s'il récoltait, par les ventes d'énergie, la moitié de ce qu'il a obtenu en 1984.

Perspectives

Les dirigeants soviétiques ont réussi, dans les années soixante-dix, un coup de maître : leurs produits devenant invendables sur les marchés occidentaux, ils les ont remplacés par du pétrole et du gaz. Ce fut une réussite commerciale remarquable. En 1984, le quart des importations d'énergie de la C.E.E. est venu d'Europe de l'Est et d'U.R.S.S., dont le tiers du pétrole et du gaz. Cette même année, l'U.R.S.S. a vendu plus de pétrole à l'Europe non communiste que l'Arabie Séoudite ! On admirera la discrétion qui entoure de telles performances de marketing.

Aujourd'hui, ce bel édifice est en péril et pour qu'il ne soit pas ruiné, il faudrait que les di-

rigeants d'Europe occidentale fassent preuve de très bonne volonté. Le quart des importations d'énergie de la C.E.E. ne représente que 10 % de ses besoins en énergie. Elle n'a pas besoin de l'énergie soviétique et peut acheter son pétrole et son gaz ailleurs. Souvenons-nous que l'U.R.S.S., imprudemment, s'est déjà servie de son pétrole comme d'une arme politique : lors de la grève des mineurs britanniques et pour les appuyer contre leur gouvernement, les Soviétiques avaient cessé leurs fournitures de fuel lourd ! L'avertissement d'André Giraud (« *Le Monde* » du 18/2/86) est parfaitement justifié : il ne faut pas trop dépendre des fournitures soviétiques, en particulier de leur gaz.

On lit ici et là que la situation financière de l'U.R.S.S. est saine et qu'elle peut développer d'autres ventes : or et armement. De telles affirmations laissent rêveur. Le cours de l'or a, lui aussi, fortement baissé : de 850 dollars l'once fin 1980, à 350 dollars aujourd'hui. Des ventes massives de l'U.R.S.S., conjuguée à celles d'Afrique du Sud, elle aussi dans une mauvaise passe financière, pourraient de nouveau faire chuter les cours. Quant aux ventes d'armement, elles étaient plus faciles quand les pays pétroliers pouvaient payer !

Contrairement aux thèses officielles à l'Est, l'U.R.S.S. a réellement besoin de devises fortes : non seulement pour la nourriture, mais bien plus pour moderniser des pans entiers de son industrie (voir, à ce sujet, « *L'U.R.S.S. et le capital occidental* », de Sokoloff - Presses de Sciences po).

Dans leurs négociations avec l'U.R.S.S. — qu'elles soient économiques, militaires ou relatives aux droits de l'homme — les dirigeants de l'Europe de l'Ouest disposent désormais d'une carte maîtresse : leurs achats de pétrole et de gaz soviétiques sont indispensables au Kremlin.

Encore faut-il qu'ils aient la volonté de la jouer !

Lionel TACCOEN

BULLETIN D'ABONNEMENT OU DE RÉABONNEMENT

A compléter et retourner à **EST & OUEST**, 15, av. Raymond-Poincaré, 75116 PARIS

Je soussigné

adresse

souscris un abonnement ou réabonnement d'un an à **EST & OUEST**

et je (*)

vous adresse ci-joint un chèque bancaire ou postal à l'ordre d'**EST & OUEST**

souhaite recevoir une facture faisant ressortir la TVA.

Tarif : abonnement normal	262 F
abonnement pour l'étranger	346 F
abonnement de soutien (personne physique)	360 F
abonnement de soutien (personne morale)	600 F

(*) barrez la case appropriée.

Le système pénitentiaire soviétique

En complément de l'article de Pierre Rigoulot intitulé : « Combien de détenus en URSS ? », paru dans notre précédent numéro (mars 1986), nous publions ci-dessous un tableau résumant les six niveaux du système pénitentiaire de l'URSS, selon le Code du travail correctif de 1970, encore actuellement en vigueur.

Ce tableau a été établi à partir de celui –

plus complet – qu'on trouve dans l'appendice 7 du « **Goulag Handbook** » (Le guide du Goulag). Ce dictionnaire historique des institutions pénitentiaires et des termes ayant trait aux camps de travail forcé en URSS, établi par Jacques Rossi (membre du Komintern de 1930 à 1937 et détenu à Norilsk de 1937 à 1961), n'est toujours pas édité en français.

		Nombre de lettres envoyées autorisées par an	Imprimés reçus autorisés par an	Visites autorisées par an	Lettres ou paquets reçus autorisés (+) par an (1)	Dépenses autorisées par an (en roubles)	
CAMPES A...	Régime général	pas de limite	2	courtes : 3 longues : 3+1 (+)	3	7 + 4 (+)	Détenition dans des baraques ouvertes vêtements de camps ordinaires
	Régime renforcé	36	2	courtes : 2 longues : 2+1 (+)	2	6 + 3 (+)	
	Régime strict	24	2	courtes : 2 longues : 1+1 (+)	1	5 + 2 (+)	
	Régime spécial	12	2	courte : 1 longues : 1+1 (+)	1	4 + 1 (+)	
PRISONS A...	Régime général	12	2	courtes : 2 longues : 0	0	3 + 1 (+)	Détenition en cellule uniforme rayé
	Régime strict	6	2	courtes : 0 longues : 0	0	2	

(+) Si la conduite du détenu est jugée « bonne ».

(1) Après que la moitié de la peine ait été effectuée.

Le colloque plusieurs fois évoqué dans l'article de P. Rigoulot s'est tenu le 1^{er} juin 1985 à Neuilly-sur-Seine sous l'égide de l'Association pour la Russie libre. Ses actes ont été publiés dans le N° 83 de la revue *Astrolabe*.

Répondant au thème général : « *Le goulag existe-t-il toujours ?* », sont intervenus :

- P. Arnaud (le travail des détenus, « pétrole de l'économie soviétique ») ;
- Youri Belov (« le processus de l'internement ») ;
- W. Bérélovitch (« la place du camp dans l'univers mental de Soviétiques ») ;

– J.-C. Chesnais (« évaluation quantitative et taux de mortalité au Goulag ») ;

– P. Rigoulot (« les paupières lourdes » - la prise de conscience en France du phénomène concentrationnaire soviétique) ;

– D. Sesemann (« le Goulag, instrument de gouvernement ») ;

– A. Shiffrin (« la géographie des camps en 1985 ») ;

– J.M. Varaut (« comment l'archipel du non-droit fonde le droit ») ;

– J. Urwich, qui apporta son témoignage d'ancien détenu de Vorkouta ;

Annie Kriegel conclut ce colloque, qui attira plusieurs centaines de personnes.

L'OBJECTION DE CONSCIENCE EN RDA, EN HONGRIE ET EN POLOGNE

L'objection de conscience et le refus du service armé existent dans les pays de l'Est comme ils existent en Union Soviétique (1). Dans ces sociétés atteintes à des degrés divers par une véritable psychose militaire, le refus de l'uniforme et du fusil revêt toutes les apparences d'un crime contre l'Etat...

Trois pays satellites de l'URSS semblent particulièrement touchés par ce virus pacifiste : la RDA, la Hongrie et la Pologne. Les événements des derniers mois dans ces trois pays témoignent de la vitalité du courant anti-militariste à l'Est et de la volonté des autorités de le réprimer sans faiblesse.

*
**

En novembre dernier, une centaine d'objecteurs de conscience ont été arrêtés au cours de deux grandes rafles en RDA. Passibles de vingt mois à deux ans de prison, ces objecteurs — partisans de l'objection totale — refusaient, bien sûr, le service armé, mais aussi une éventuelle affectation dans des unités non-combattantes du Génie.

Cette affectation, « privilège » dont bénéficient aujourd'hui un millier de soldats environ, est la seule concession faite par les autorités à ceux qui demandent en vain, depuis des années, la création d'un service national civil. Parmi ces pacifistes, qui ne disposent d'aucune organisation structurée, l'Eglise protestante de RDA a joué un rôle important, parfois même de porte-parole face aux autorités.

Parmi la centaine de jeunes arrêtés en novembre, la plupart étaient protestants, mais se trouvaient également à leurs côtés des catholiques et des Témoins de Jéhovah, ainsi que des pacifistes non-religieux, non-violents pour des raisons éthiques.

Ces arrestations massives en l'espace de quelques jours témoignent à la fois du développement du mouvement et d'un très net durcissement de la position des autorités est-allemandes. Jusqu'alors, selon des sources protestantes de RFA, une dizaine de personnes seulement étaient emprisonnées en RDA pour avoir refusé d'effectuer leur service militaire.

*
**

La Hongrie, en matière d'objection de conscience comme dans d'autres domaines, apparaît,

toutes proportions gardées, comme un pays libéral. Depuis 1977 en effet, un service civil existe. Mais, il convient de le souligner, ne peuvent prétendre à ce service qu'un nombre infime d'objecteurs :

« L'Etat et le haut commandement sont conscients que certains jeunes appelés ne veulent pas toucher une arme, en particulier ceux qui appartiennent aux sectes des Nazaréens ou des Témoins de Jéhovah. Ces derniers ont le droit d'effectuer un service non armé dans la mesure où les représentants de leurs églises nous aident à améliorer les règles de la coexistence socialiste », déclarait récemment le général Karoly Elkan, chef de la garnison de Budapest (2).

Combien de personnes peuvent alors effectuer ce service non armé ? Les Nazaréens comptent quelques milliers de fidèles et les Témoins de Jéhovah dont parle le général Elkan (la branche radicale) regroupent à peine quelques centaines de croyants.

Les quelques milliers de Témoins de Jéhovah de la branche libérale, les trois millions de protestants et les six millions et demi de catholiques n'ont pas le droit au statut d'objecteur, les autorités hongroises ayant décidé que leur enseignement n'interdisait pas expressément le port des armes. Comme quoi des dirigeants officiellement athées peuvent se transformer en exégètes scrupuleux !

Les objecteurs, qui risquent une peine maximum de trois ans de prison (alors que le service militaire dure deux ans) ont protesté à plusieurs reprises contre ce qu'ils considèrent comme une discrimination religieuse et une violation du principe d'égalité des citoyens devant la loi.

Le combat pour l'objection de conscience est mené par les catholiques, le plus souvent membres des « communautés de base ». Ces petits groupes sont constitués en marge des structures officielles de l'Eglise et animés par un prêtre, le Père Bulanyi, aussi mal vu des autorités que du Primat de Hongrie, le cardinal Lekai.

Au cours des six derniers mois, une dizaine d'objecteurs au moins ont été condamnés. Le 13 août, le catholique Janos Magyar, 22 ans, a été condamné à deux ans et dix mois de prison. Le 2 septembre, un catholique et sept Témoins de Jéhovah qui avaient refusé de répondre à leur convocation sous les drapeaux étaient condamnés à des peines allant de 32 à 34 mois de prison. Parmi eux, Gyorgy Hegyi, 20 ans, animateur d'une « communauté de base ».

(1) *Est & Ouest*, janvier 1984. « URSS : Insoumis et objecteurs de conscience ».

(2) *Libération*, 1^{er} août 1985.

Le 5 novembre, Karoly Kiszely, qui purge une peine de 33 mois de prison pour objection, a protesté contre la détention de 150 objecteurs en Hongrie (3), dans une lettre ouverte au Forum culturel de la Conférence sur la Sécurité et la Coopération en Europe (CSCE) à Budapest. Dans cette lettre adressée aux participants à ce Forum, Kiszely soulignait qu'après avoir purgé leur peine de prison, les objecteurs ne pouvaient plus suivre des études à l'Université et se voyaient refuser le droit de quitter le pays « pendant cinq à dix ans, et parfois à vie ».

Aujourd'hui, une partie de la hiérarchie catholique semble se détacher de l'attitude très prudente et réservée du cardinal Lekai pour apporter un soutien direct aux objecteurs et aux pacifistes. Vingt-quatre prêtres, dont le père Bulanyi, ont adressé en janvier dernier une lettre ouverte au ministre hongrois de la défense pour exprimer leur « solidarité avec les objecteurs de conscience de ce pays », un geste sans précédent dans un pays communiste.

Les signataires se prononçaient également pour « la non-violence absolue qui constitue la seule voie vers la Paix ».

*
**

C'est cependant en Pologne que l'opposition à l'armée et au service militaire semble se développer le plus, sur des bases d'ailleurs parfois différentes de l'objection de conscience traditionnelle.

Le 11 février, deux pacifistes du mouvement non-officiel *Liberté et Paix*, Andrzej Misk et Krysztof Galinski, ont été condamnés à trois mois de prison pour avoir renvoyé leur livret militaire. C'est là le dernier épisode connu d'une campagne de renvoi de livrets militaires engagée pour protester contre la condamnation, en décembre 1984, à deux ans et demi de prison d'un universitaire, Marek Adamkiewicz, 28 ans.

Ce dernier avait refusé de prêter serment à l'armée en raison d'un passage qui fait référence à l'obligation de chaque soldat de « défendre les frontières de la Pologne devant les visées de l'impérialisme en alliance fraternelle avec l'armée soviétique et ses alliés ».

A la suite de cette condamnation, treize jeunes gens entamaient une grève de la faim de protestation dans une église de la banlieue de Varsovie, avec, parmi eux, Maciej Kuron, fils de Jacek Kuron, le fondateur du KOR (Comité d'Auto-défense Social). Peu après, était fondé le mouvement *Liberté et Paix*, qui se donnait pour but de « lutter par des moyens pacifiques pour la défense des droits de l'homme, l'indépendance de la Pologne et la paix entre les peuples ».

Pour protester contre la condamnation d'Adamkiewicz, une trentaine de jeunes gens renvoyaient alors leur livret militaire. Fin novembre, huit d'entre eux ont été condamnés chacun à une

amende de 50 000 zlotys (près de 2 600 francs) ou cinquante jours de prison.

Selon des responsables de *Liberté et Paix*, environ 50 000 personnes, dont le Prix Nobel de la Paix Lech Walesa, ont déjà signé une pétition demandant que le passage du serment concernant « l'alliance fraternelle avec l'URSS » ne soit pas obligatoire pour chaque soldat, et qu'il soit prononcé ou non, selon les convictions personnelles de chacun.

Cette pétition demande également la libération des personnes emprisonnées pour avoir refusé de prononcer le serment ou pour avoir refusé d'effectuer leur service militaire en raison de leurs convictions religieuses ou éthiques. Les signataires appellent enfin à la mise sur pied d'un service civil pour trouver une solution au problème de l'objection.

Dans le cas un peu marginal de l'objection par refus du serment, il semble difficile de faire la part de l'antimilitarisme et du sentiment antisoviétique.

D'autres cas de refus d'effectuer le service militaire pour des raisons politiques ont été enregistrés, comme celui de Maciej Glebocki, condamné en 1984 à trois ans et demi de prison. Le jeune homme a motivé son refus de porter les armes en déclarant « refuser de servir dans une armée qui est en guerre contre son propre peuple ».

A côté de ces antimilitaristes politiques, il existe, bien sûr, des objecteurs plus classiques. En décembre dernier, le tribunal militaire de Gdansk a condamné à des peines allant de deux ans et demi à trois ans et demi de prison trois appelés, dont deux Témoins de Jéhovah.

Le tribunal a souligné, au cours du procès, que le refus d'accomplir ses obligations militaires avait « un impact très négatif sur le plan social » et qu'il fallait « s'opposer à leur multiplication ».

Comme un peu partout dans le monde, les Témoins de Jéhovah constituent en Pologne un fort contingent d'adversaires irréductibles de l'institution militaire. Selon les milieux de l'opposition à Varsovie, dans la seule région de Gdansk, quelque soixante-dix Témoins de Jéhovah étaient emprisonnés à la fin de l'année 1985 pour objection de conscience.

Une étude, même succincte, de l'objection en Union Soviétique, en RDA, en Hongrie et en Pologne permet de constater au moins deux choses : d'une part, le problème existe et préoccupe les autorités ; d'autre part, le refus de l'armée est presque toujours motivé par des convictions religieuses.

Ce qui s'observe à l'Est dans le phénomène dissident se vérifie également sur le point précis de l'objection : le sentiment religieux continue à jouer un rôle important et parfois prépondérant dans la résistance au totalitarisme.

Pierre HENCK

(3) Chiffre également avancé en juin 1985 par l'agence Kathpress de Vienne



chroniques

QUAND M. MARCHAIS REFUSAIT L'« ALTERNANCE »

On a beaucoup parlé d'alternance ces temps derniers, presque autant que de cohabitation. Voilà qui ramène du fond de la mémoire le souvenir d'une polémique que les communistes, voici quinze ans et plus, entamèrent contre les socialistes au sujet, précisément, de l'alternance.

Il est même des plus probables que ce soient eux qui mirent le mot en circulation : l'alternance, ils étaient contre.

C'était au temps où les deux partis, le PCF et ce qui n'était déjà plus la SFIO, mais le Nouveau parti socialiste - titre très provisoire - étaient enfin parvenus, au terme d'une première étape de longues et laborieuses négociations, à dresser un « *Premier bilan des conversations engagées entre le Parti communiste français et le Parti socialiste sur les conditions fondamentales d'un accord politique* ».

Tel était le titre du document. *L'Humanité* le publia le 23 décembre 1970. La veille, M. Marchais l'avait commenté devant le Comité central du PCF.

Dans son rapport, il avait évoqué, pour la condamner, ce qu'il appelait « *la politique de l'alternance* ». Sur ce point comme sur beaucoup d'autres encore, les positions des deux partis semblaient inconciliables :

« Autre exemple : le Parti socialiste est très soucieux de s'affirmer prêt à renoncer au pouvoir en cas d'un renversement de majorité. Pour notre part, nous ne pensons pas que le combat pour le socialisme doive s'inspirer de cette politique de l'« alternance »,

qui, comme en Angleterre, voit se relayer au pouvoir travaillistes et conservateurs, pour le plus grand dommage des travailleurs » (*L'Humanité* 23-12-1970).

Le « *Premier bilan* » conservait l'affirmation de cette opposition.

On y lisait :

« Le peuple sera appelé à se prononcer régulièrement sur la question gouvernementale. Les partis respecteront le verdict populaire ».

(N'est-il pas étrange qu'après un siècle de régime républicain, deux grands partis qui se déclarent démocratiques aient éprouvé le besoin de mettre noir sur blanc le b, a, ba de la démocratie ? Et faut-il penser qu'au moins l'un des deux partis n'était pas très sûr de la pensée de l'autre sur ce point et qu'il jugeait bon de lui dire ce qui va de soi, mais qui en l'occurrence allait mieux en le disant ?).

« Le Parti socialiste réaffirme que, si la confiance du pays librement exprimée était refusée aux partis majoritaires, ceux-ci renonceraient au pouvoir pour reprendre la lutte dans l'opposition ».

« Le Parti communiste considère que le pouvoir démocratique, dont l'existence implique le soutien d'une majorité populaire, aura pour tâche principale la satisfaction des masses laborieuses et sera donc fort de la confiance sans cesse plus active qu'elles lui apporteront ».

« *Notre position est claire* », avait dit M. Marchais dans son rapport au Comité central. Elle l'était en effet pour ceux qui ont l'habitude de la langue communiste. L'idée de M. Marchais - idée puisée dans l'enseignement constant du communisme depuis Lénine -, c'était que les communistes ne quittent pas le pouvoir une fois qu'ils y sont parvenus et que, pour s'y maintenir, ils ne se contentent évidemment pas de la confiance des électeurs, renforcée depuis leur élection par les prouesses qu'ils ont accomplies au gouvernement. C'est sur la « *confiance active* », « *sans cesse plus active des masses* » qu'ils s'appuient ; une confiance qui se traduit non par le bulletin de vote (qui reste individuel), mais par des défilés dans les rues, des meetings, des manifestations, des grèves, bref, toutes sortes de démonstrations que les communistes ont toujours été habiles à susciter et plus encore à interpréter. Méthode éprouvée, historiquement parlant, et qui permet de faire croire qu'on a le « *peuple* » pour soi, bien que, si vastes qu'ils paraissent, ces mouvements soient presque toujours minoritaires.

Voilà ce que M. Marchais voulait dire, le 22 décembre 1970, et que tous ses auditeurs du Comité Central comprenaient parfaitement.

Aujourd'hui, au terme d'un processus engagé en 1965 à l'occasion de la première élection présidentielle, une chose nous frappe : c'est qu'il y a quinze ans, M. Marchais et ses collègues en communisme espéraient vraiment parvenir au pouvoir et y rester coûte que coûte grâce à la tactique que Dimitrov a rendue célèbre en la baptisant, à l'aide d'une référence antique, la tactique du Cheval de Troie.

Or, à cette époque, cette ambition n'apparaissait pas tout à fait irréaliste.

En l'an de grâce 1986, il ne viendrait pas à l'esprit des plus optimistes des communistes, des plus pessimistes de ceux qui leur

résistent, qu'une opération de ce genre puisse être seulement tentée.

*
**

Etonnante continuité de la « pensée » communiste ! Telle idée, telle formule, telle « position » qu'on pouvait croire disparue à jamais de l'arsenal du Parti avait seulement été mise en réserve jusqu'au jour où elle pourrait à nouveau servir.

Que reprochait *l'Humanité* du 24 mars 1986 aux socialistes ? C'était dans un titre, en page 3 :

« Pendant que François Mitterrand partage le pouvoir avec la droite, le P.S. va s'efforcer de parfaire son image de parti d'alternance à l'anglo-saxonne ».

L'alternance à l'anglo-saxonne, qui constitue une espèce de modèle démocratique pour les tenants sincères de la démocratie libérale de type parlementaire, est pour les communistes quelque chose comme l'abomination de la désolation.

Deux écoles de pensée.

Cl. H.

QUESTIONS PERTINENTES ET RÉPONSES IMPARFAITES

Depuis la III^e République, les parlementaires français ont le droit d'adresser des « questions écrites » aux membres du gouvernement. La question est publiée au « Journal Officiel ». Le Ministre interrogé doit répondre, par écrit également, dans le mois qui suit.

« L'U.R.S.S. est-elle un Etat totalitaire ? » Le député Pierre-Bernard Cousté demanda le 22 septembre 1982 à Claude Cheysson, Ministre des relations extérieures, de répondre à cette très simple question. Le mois réglementaire, puis un autre mois s'écoulèrent sans que la réponse ministérielle parvint au « Journal Officiel ». Retard que M. Cousté ne se priva pas de « constater avec intérêt » et de « relever comme significatif », en posant le 22 novembre 1982, une question de rappel. Cette fois, la réponse vint dans les quinze jours (J.O. du 6 décembre 1982, p. 5064). Sa brièveté permet de la citer intégralement :

Réponse.-Le qualificatif totalitaire a servi à caractériser au cours de l'histoire des régimes aux fondements très différents. Le système dont pour sa part s'inspire l'U.R.S.S. tend à privilégier l'organisation de l'Etat et le parti unique qui monopolise à

son profit toutes les responsabilités. Cette conception est à l'opposé de celle à laquelle se réfère un pays comme le nôtre. Nous rejetons tout système qui contraint l'homme dans sa liberté. Nous n'acceptons pas que les structures soient privilégiées au point de réduire considérablement l'expression individuelle et collective du citoyen. L'honorable parlementaire a dû, à cet égard, relever que le ministre des relations extérieures a, à plusieurs reprises, exprimé son rejet d'un tel système de contraintes.

Cette réponse est un remarquable exemple d'esquive et de style entortillé. Sur le seul plan lexical, on relève d'abord l'erreur qui consiste à présenter comme ancien un vocable dont il n'existe aucun emploi antérieur au XX^e siècle. Quant au fond, c'est à croire que M. Cheysson, aveugle à la nouveauté radicale du phénomène totalitaire, n'a lu aucun de ceux qui, d'Hannah Arendt à Raymond Aron, ont établi qu'il n'était pas une forme perfectionnée de despotisme ou de dictature. La critique du Ministre ne vise qu'une version sous-évaluée du régime soviétique. Est-ce vraiment en prendre la mesure que d'affirmer qu'il « réduit considérable-

ment l'expression individuelle et collective du citoyen ? ». De toute manière, et contrairement à la dernière phrase du texte cité, jamais ni lui-même ni aucun gouvernement socialiste n'ont rejeté explicitement le système en l'envisageant dans toute sa dimension.

Il n'y a pas lieu de s'étonner que, testé par le même député, sur la même question-clé, M. Roland Dumas, successeur de M. Cheysson en novembre 1984 (et signataire, en 1982, de l'Appel des 100) ait « confirmé la validité du point de vue exprimé par son prédécesseur ». Un ton au-dessous cependant : M. Dumas se borna à évoquer « l'antagonisme des conceptions des deux pays sur l'organisation de l'Etat et de la société ». En outre, son retard fut non plus de deux, mais de six mois (24 décembre 1984-22 juillet 1985).

*
**

Le thème de la « finlandisation » fournit une seconde illustration de certaine inaptitude à regarder les choses en face quand il s'agit de l'U.R.S.S. Voici la réponse de M. Cheysson à la question écrite du député Francis Geng qui l'interrogeait sur le sens de ce terme :

Réponse.-Comme le sait l'honorable parlementaire, les autorités françaises et en particulier M. le Président de la République à l'occasion de son passage en Finlande en 1982, ont souligné à maintes reprises ce que le terme de « finlandisation » avait d'inapproprié, voire de blessant, à l'égard d'un pays avec lequel la France entretient des relations amicales. Le peuple finlandais a donné des preuves nombreuses et répétées de sa valeur militaire et de sa détermination à vivre libre. Il n'en est donc que plus regrettable que ce terme puisse être utilisé inconsidérément pour décrire l'hypothèse de pays d'Europe occidentale succombant aux pressions extérieures. (J.O. A.N., 26 septembre 1983, p. 4148).

Sous couleur de défendre la dignité de la Finlande, qui n'était pas en cause, le Ministre, ici encore, péchait par sous-esti-

mation de la réalité. Georges Soutou a vu dans la finlandisation une situation de « dépendance consentie » par laquelle un Etat est obligé d'accepter un traité « qui permet à la puissance dominante d'influencer la politique intérieure d'un Etat plus faible beaucoup mieux qu'elle ne pourrait le faire par le seul moyen de pressions extérieures ». Pour M. Cheysson, il s'agit de toute évidence d'une hypothèse à laquelle rien ne répond dans les relations internationales contemporaines. Là aussi, tache aveugle.

*
**

On pourrait puiser dans le recueil des questions écrites de la précédente législature bien d'autres figures de cette cécité : refus de se prononcer sur la validité de la distinction entre régimes autoritaires (qui peuvent s'effondrer de l'intérieur) et totalitaires (qui s'autoperpétuent) ; esquives sur les questions concernant le nombre de détenus politiques à Cuba ou au Nicaragua ; réponses immuablement stéréotypées aux questions signalant des cas précis de violation des droits de l'homme dans les Etats socialistes, du style : « L'élargissement du champ des libertés partout dans le monde est un objectif poursuivi sans relâche par le Gouvernement ». Certes, il n'est pas insoutenable d'affirmer, comme l'a fait M. Cheysson devant l'Assemblée Nationale en 1981 que « toute action en faveur d'une personne est compromise dès lors que le sort de celle-ci est évoqué publiquement », encore que l'action d'Amnesty International soit fondée sur le principe contraire : nommer sauve, et que François Mitterrand ait fait retentir le nom de Sakharov au Kremlin. Mais l'atonie, le manque de conviction, apparente en tout cas, de tant de références à des interventions discrètes auprès des autorités soviétiques ne laissent pas bien augurer de leur efficacité, ni d'une grande motivation des auteurs de ces démarches.

Ce qui frappe le plus dans le langage aseptisé, les circonlocu-

tions, le refus d'appeler un chat un chat, qui sont la marque de beaucoup de réponses, c'est la sélectivité. Dans l'intéressante et copieuse chronique sur « la pratique française du droit international » qu'il publie chaque année dans l'A.F.D.I. (Annuaire Français de Droit International), à partir, pour l'essentiel, d'un dépouillement des réponses aux questions écrites, M. Chevallier notait, en 1984, que les condamnations publiques prononcées par le gouvernement français peuvent être nuancées à volonté. « Les degrés dans l'opprobre dépendent de la gravité des atteintes aux libertés individuelles dénoncées, mais aussi du souci de ménager plus ou moins le gouvernement accusé ». « On pourra comparer, ajoute-t-il (...), le souci évident de minimiser les accusations contre le Nicaragua au débordement d'insultes proférées contre le régime du Général Pinochet au Chili » (A.F.D.I., 1984, p. 884).

Il est singulier en effet que ce terme de « totalitaire », que M. Cheysson banalisait au point d'y voir la caractéristique intemporelle de « régimes aux fonde-

ments très différents », ait semblé lui brûler la bouche quand il fallait l'appliquer aux régimes pour lesquels il est fait, c'est-à-dire l'Etat soviétique et les Etats placés sous sa domination ou son influence. M. Cheysson et son successeur, et bien d'autres ministres, n'en retrouvaient l'usage que pour fustiger quelque dictature de droite. L'indignation alors ne s'économisait plus. Dans son premier discours de politique étrangère devant l'Assemblée Nationale, le 4 novembre 1981, M. Cheysson a associé explicitement Chili et totalitarisme. Il n'en a jamais fait autant pour l'U.R.S.S.

Ce que ces réponses nous montrent, ce n'est pas seulement l'aveuglement, c'est l'aveuglement sélectif. On peut y lire, jamais formulée explicitement, mais toujours présente, la thèse selon laquelle un régime qui se proclame socialiste ne saurait, quels que soient ses crimes, être foncièrement pervers. Comme disait Jack Lang en août 1981, après avoir été l'hôte de Castro : « Le socialisme cubain n'est pas le nôtre, mais nous le respectons ».

Michel MORIN

L'URSS ET MARCOS

Branko Lazitch a révélé ici-même (*Est & Ouest*, n° 28, mars 1986) les liens qu'à l'insu de l'opinion internationale, Marcos avait établis avec l'Union soviétique — des liens qui expliquent que la Pravda ait, à la surprise générale, dénoncé la victoire finale de Mme Corazon Aquino comme le résultat d'une scandaleuse immixtion du gouvernement américain dans les affaires intérieures des Philippines !

L'article que « *Temps Nouveaux* », hebdomadaire soviétique d'information, avait publié début février dans son n° 5 de 1986 sous le titre : « *A la veille des présidentielles* » était révélateur de l'intérêt politique porté par les dirigeants soviétiques au dictateur philippin.

D'abord, les opposants à Marcos n'y sont pas présentés sous un aspect particulièrement favorable. De Benigno Aquino, il est rappelé qu'il fut « *assassiné dans des circonstances qui n'ont pas encore été élucidées* » (voilà une discrétion bien surprenante), ceci au retour d'un exil de trois ans aux Etats-Unis (lieu d'exil qui le rend tout de suite politiquement suspect). Et ne décèle-t-on pas une certaine ironie dans la formule finale : ... « *assassinat qui lui a valu une auréole de martyr* » ? Sa veuve a réussi à faire autour d'elle l'unité des « *principaux groupements de l'opposition bourgeoise* » grâce au retrait de S. Laurel, leader du principal parti d'opposition, l'Organisation démocratique nationaliste unifiée

(UNIDO), lequel s'est désisté en sa faveur bien qu'elle appartienne à « une autre fraction ». Mais cette unité n'empêche pas que « les rivaux de l'actuel président n'ont pas élaboré de programme réellement constructif ».

Marcos est, sans conteste, infiniment mieux traité. Il a décrété l'état d'exception en 1972 « pour endiguer la vague terroriste lancée par les gros propriétaires fonciers, adversaires des importantes réformes socio-économiques » décidées par Ferdinand Marcos. Les politologues locaux, que fait parler notre journaliste soviétique, auraient d'ailleurs estimé que « F. Marcos pouvait compter avant tout sur les voix des ruraux ». « C'est qu'en vingt ans de pouvoir, il a réalisé plusieurs programmes socio-économiques qui ont favorisé dans une certaine mesure le développement des campagnes (électrification, irrigation, construction de routes et d'écoles) ». D'autres dictateurs, qui en avaient fait autant, ne s'en sont jamais vu reconnaître le mérite par les Soviétiques.

Un peu plus loin, Marcos est qualifié de « politicien avisé ». Ses « pouvoirs présidentiels » (on ne dit pas : dictatoriaux) lui permettent, entre autres choses, de résister à la « pression américaine », de lui être « moins vulnérable ». C'est d'ailleurs pourquoi Washington soutient ostensiblement les exigences de la « démocratisation » et de la « libéralisation de la vie politique et économique formulées par l'opposition philippine ».

Cette ingérence des Etats-Unis dans la campagne électorale « a passé les bornes » et *Temps Nouveaux* approuve la résistance qu'opposent Marcos et les siens aux exigences américaines :

« Un proche conseiller de F. Marcos a dit sans mâcher ses mots que les propos et les actes de l'ambassadeur US aux Philippines, Stephen Bosworth, font penser au comportement d'un gou-

verneur général des colonies américaines, tandis que son insistance pour exiger des « élections honnêtes et libres » est « vexante pour le peuple philippin et son gouvernement ». Début décembre, le président en personne s'est vu obligé de rappeler le diplomate à l'ordre... Du moment que les ingérences n'émanent pas des seuls diplomates, F. Marcos a dû ordonner une enquête sur tous les cas d'intervention de la part de la CIA ».

Voilà, n'est-il pas vrai ?, de quoi rendre sympathique le dictateur philippin à tous les communistes, communisants et soviétophiles de par le monde.

Pourquoi cette mansuétude ? Vous l'auriez deviné même si le journaliste soviétique ne l'avait pas écrit en toutes lettres :

« L'administration US est agacée par la politique extérieure du pays qui, dès les années 70, s'est caractérisée par un abandon progressif de l'orientation exclusive sur son allié d'Outre-Pacifique. Manille a établi des relations diplomatiques avec la majorité des pays socialistes, ce qui a sensiblement diversifié ses rapports internationaux politiques et économiques ».

Des relations diplomatiques, l'expression est modeste, mais, quand il s'agit de relations avec les pays socialistes, on peut traduire par porte ouverte aux agissements des Partis communistes qui détiennent le pouvoir dans ces pays. Qui sait si Marcos n'a pas perdu le pouvoir au moment où il allait devoir demander à l'URSS une protection que les Etats-Unis ne lui accordaient plus ?

René MILON

CORRESPONDANT DE PRESSE MOSCOU

Plusieurs sections de la deuxième direction principale du KGB ont pour fonction de manipuler les ressortissants étrangers en URSS. La 10^e a pour spécialité les journalistes (1). Le travail de désinformation sur lequel beaucoup ouvrent enfin les yeux en Occident commence donc à Moscou et les autorités soviétiques ne négligent aucun moyen pour y parvenir, comme la constitution d'un « ghetto » où sont logés et surveillés les journalistes, afin de les écarter des réalités quotidiennes soviétiques, ou le filtrage des employés de maison engagés au service des familles des correspondants, grâce à l'officielle et obligatoire Ou.P.D.K. (2).

Les services soviétiques prati-

quent également une mise en condition plus subtile. Comme l'explique Andrew Nagorski, correspond de *Newsweek* à Moscou entre mai 1981 et août 1982 (3), cette « mise en condition » commence dès l'attente du visa, qui est accordé, généralement, au dernier moment, afin que le bénéficiaire éprouve un sentiment de gratitude plus vif à l'égard des autorités soviétiques (et, on l'imagine, celui de la fragilité de leur bienveillance).

Certes, la censure directe des dépêches envoyées par les correspondants étrangers n'existe plus, mais tout acte hostile, tout comportement jugé déplaisant peut coûter cher : le prix peut être le refus obstiné de la part des autorités d'accorder au journaliste en question le droit de voyager hors de Moscou. Ce peut être aussi une provocation, comme celle dont fut victime

(1) Le KGB en France, T. Wolton, Grasset Paris 1985, p. 185.

(2) « Oupravlenié Po Obslujivanou Diplomaticheskovo Korpousa ». (Direction du placement pour le corps diplomatique).

Voir également D. Vernet : *Vivre à Moscou* (éd. Rochevigne, Paris 1984) et notre compte rendu dans EST & OUEST n° 20-21.

(3) Andrew Nagorski, *Relectant Farewell* (Adieu à regret), Holt, Rinehart et Winston, New-York 1985.

Robin Knight, de l'*U.S. News and World report*, drogué en 1979 alors qu'il effectuait un voyage à Tachkent. Ce peut être encore une agression par des hommes de main du KGB, comme celle dont fut victime Anne Garrels, correspondante de la chaîne ABC alors qu'elle se rendait à Kiev (le KGB trouva ensuite un prétexte pour l'expulser).

Certes, depuis les années 70, la simplification des procédures d'autorisation de voyages en province et la suppression des visas à usage unique - moyen de pression toujours prêt à servir - ont rendu le travail des journalistes occidentaux un peu moins difficile. Mais gare à ceux qui, tout en respectant la loi, veulent voir de près vivre les citoyens soviétiques !

Nagorski se rend-t-il à Vilnius, en Lituanie, et constate-t-il que la population sympathise avec la lutte de Solidarité dans la Pologne tout proche ? Le ministère des affaires étrangères refuse alors, aux journalistes qui en font la demande, l'autorisation d'y aller à leur tour. Rend-il visite à un Allemand de Berendivo, forcé de prendre la citoyenneté soviétique en 1955 ? Un camion décharge, comme par hasard, un énorme tas de sable sur la seule route possible et des « inconnus » crèvent les pneus de son auto.

Va-t-il à Cheropovets pour constater de visu comment on vit en province ? Il est suivi, on tente de lui prendre ses photos, on l'empêche de parler avec les gens. Passe-t-il à Ravno, également en Ukraine ? On lui confisque ses pellicules photographiques.

Quand, enfin, il veut apprécier les effets de la guerre d'Afghanistan parmi les Tadjiks vivant près de la frontière méridionale, c'en est trop : il ne peut terminer son enquête, il est accusé de propagande antisoviétique, renvoyé à Moscou et expulsé peu après.

Plus grave est ce qui ressort aussi bien du témoignage écrit de Nagorski que des témoignages oraux d'anciens correspondants français à Moscou : les

autorités soviétiques sont trop fréquemment aidées dans leur besogne par l'insouciance, l'ignorance, la cupidité ou la servilité de certains journalistes.

Il en est qui craignent plus que de raison les contacts avec les dissidents - ou tout simplement les gens « ordinaires ». Ceux-là préfèrent écouter les histoires de l'agence Tass. Selon un reporter d'*Associated Press*, 90 % des articles envoyés par son bureau à une certaine époque, étaient issus de la presse soviétique !

Il en est qui tiennent à leurs avantages matériels : logement gratuit, personnel de maison très bon marché, vacances payées, promesses de poste intéressant, de conférences et peut-être d'un livre à succès une fois rentré - à condition de « durer » pour être crédible...

Il en est (beaucoup) qui ne font pas l'effort d'apprendre le russe et qui se satisfont des interprètes obligeamment fournis par les services soviétiques. C'est ainsi, souligne David Satter, ancien correspondant du *Financial Times* à Moscou de 1976

à 1982, (4) que Sakharov fut fréquemment interviewé pour l'agence U.P.I. avec des traducteurs soviétiques fournis par le KGB !

Il y a enfin ceux qui ne veulent pas d'histoires afin de continuer leurs petits trafics (de revues pornographiques, de roubles ou de tapis)...

On le voit, l'activité du correspondant de presse étranger à Moscou comporte une dimension morale : prêter attention aux difficultés quotidiennes de la population, aux appels des dissidents pour qui le contact avec la presse étrangère constitue le plus souvent une planche de salut, ou avoir seulement le souci d'obtenir les « confidences » de dirigeants, d'assurer sa tranquillité et ses avantages matériels. Ils sont quelques uns en France, aux Etats-Unis et ailleurs, pour témoigner, après leur expulsion, quel choix a la préférence des autorités soviétiques.

Pierre RIGOULOT

(4) Dans un article donné au *Wall Street Journal* (22.10.85) au titre très évocateur : « *Moscou feeds a lap-dog foreign press* », (Moscou alimente une presse étrangère aux ordres).

LA VIE QUOTIDIENNE EN U.R.S.S.

L'ouvrage d'Andrew Nagorski ne se contente pas de décrire les difficultés professionnelles des correspondants de presse étrangers en Union soviétique. Des pays baltes à la mer Noire, il brosse un tableau de la vie quotidienne en U.R.S.S.

Soucieux de recueillir le plus grand nombre d'informations originales, l'auteur s'est aussi penché sur le courrier des lecteurs de grands journaux soviétiques. Il évoque quelques-unes des lettres qu'il a pu se procurer. Des lettres jamais publiées.

*
**

Un travailleur d'une entreprise contruisant une centrale hydro-électrique dans un endroit lointain de Sibérie orientale, écrit pour se plaindre des difficultés qu'il éprouve à se nourrir convenablement, à se loger et à

se vêtir. Il évoque un cas d'intoxication massive à la cantine du personnel et signale, en plus, que la cantine a fermé pendant deux jours sur ordre du directeur qui y organisait un banquet de mariage ! « *Malgré tout ce qu'a fourni le gouvernement, continue-t-il, le magasin local n'a jamais été approvisionné en conserves de viande ni en blé noir, alors qu'un responsable s'est arrangé pour avoir du caviar rouge, de l'esturgeon fumé et autres mets délicats pour un mariage dans sa famille.* » La viande et les arrivages de vestes en peau de mouton ont été seulement vendus aux amis des « chefs » ou en cachette, au cours de transactions privées illégales. Aucun des abonnements à des revues allouées aux travailleurs ne leur est parvenu. « *La distribution des appartements dépend du bon vouloir des*

chefs. L'un d'entre eux en a attribué un à sa fille dans un immeuble construit pour les travailleurs. Un autre a attribué un appartement à sa maîtresse. » Il conclut en affirmant que les ouvriers avaient reçu l'ordre d'aider les sovkhoses des environs et qu'ils n'ont jamais reçu de salaire pour ce travail.

**

Plusieurs lettres parlent de la vie et de la violence dans les camps de travail et les centres de désintoxication pour alcooliques. Un homme qui a travaillé de nombreuses années comme projectionniste dans un camp pour délinquants juvéniles de Biélorussie, affirme qu'il a été licencié pour avoir protesté contre l'arbitraire et la tyrannie du nouveau responsable du camp. Il accuse ce nouveau directeur de détournements de fonds (notamment d'empocher les salaires destinés aux prisonniers pour avoir scié du bois et récolté des pommes de terre) et de brutalités systématiques : « Il frappe personnellement les prisonniers. Une fois, sur un chantier où l'on construisait un entrepôt, il frappa un détenu et l'envoya dans un fossé. Il donna un coup de poing sur l'oreille à un deuxième délinquant. Celui-ci tomba, sa tête vint frapper le coin d'une caisse en métal et il resta inconscient pendant environ cinq minutes. Tout cela en présence des autres détenus. »

**

L'auteur d'une autre lettre, un homme de vingt-sept ans écrivant d'un centre thérapeutique pour alcooliques installé en Russie du Nord, se plaint des mauvais traitements auxquels il est soumis : de fortes doses de drogues visant, mélangées à l'alcool, à produire des réactions d'allergie : « Il y a ici de nombreux morts pour la seule raison que les médecins ne prêtent pas assez d'attention à leurs patients. Leur tâche consiste à nous empoisonner. Après quoi, nos chances de survie ne sont pas très grandes. Bien des gens sont morts parce qu'on les a gavés de ces drogues. »

Deux membres des « Vrais

chrétiens orthodoxes », une secte issue de l'église russe orthodoxe et non reconnue légalement par les autorités, écrivent une lettre d'une ville de Russie centrale au sujet des persécutions subies par leur groupe. « En tant que croyants, on nous met tout sur le dos : on nous soupçonne de nous opposer au pouvoir soviétique, de nous opposer à la loi et aux règles de l'humanité en égorgant les enfants, en buvant du sang à la communion et en faisant des sacrifices humains. On a poussé les gens à nous haïr. Nous sommes rossés sans cesse. Il n'y a pas un endroit de notre corps qui n'ait reçu des coups. On a écopé d'amendes allant jusqu'à 600 francs, pour être partis ensemble en vacances. Quand nous allons faire nos courses, nous tombons sur des gens qui nous crient : « On vous aura, les sectes ! ». « Les enfants, disent-ils encore, sont victimes de traitements brutaux de la part de leurs camarades. Un garçon d'une classe de seconde a été défiguré » du fait de toutes les rossées qu'il a reçues en trois ans et depuis lors, il hurle la nuit. « Qu'ont donc fait nos enfants pour être battus par les autres à l'école ? Les enseignants ont des yeux pour voir et des oreilles pour entendre, mais ils continuent à se désintéresser de ce problème. » Les croyants disent encore qu'ils ont reçu des menaces quand ils ont essayé de se plaindre : « Le président du soviet municipal m'a dit en public : j'ai assez de balles pour m'occuper de vous tous... »

Une autre lettre commence ainsi : « Nous savons que ce que nous avons à dire ne sera pas publié et que cette lettre ne sera d'aucune aide pour nous aider à résoudre notre problème. Mais quand même... » Elle provient de deux vétérans de la Deuxième Guerre mondiale. « Les anciens combattants dans ce pays, affirment-ils, sont seulement respectés dans les journaux. Plus de trente ans ont passé depuis la fin de la guerre et nous n'en tirons toujours pas d'avantages... Imaginez quelle a été notre joie lorsque fut promulgué un décret

promettant aux anciens combattants le téléphone et une aide médicale ! Mais cela devait s'avérer bien mensonger ! »

« Et les maisons de repos ? Pendant vingt ans et plus de travail dans notre usine, aucun d'entre nous n'a eu la chance d'en voir une, alors que la femme du directeur et le directeur lui-même s'y rendent régulièrement. Pourtant, ni l'un ni l'autre n'ont plus de quarante ans. Prenez le problème du téléphone : il y a un tas de gens qui ont demandé qu'on le leur installe. Nous aussi — et ce ne serait pas du luxe : il arrive qu'on ait à appeler un service médical d'urgence pendant la nuit. Mais on nous dit toujours la même chose : « On ne peut rien faire pour le moment... Il faut encore deux ou trois ans... Il y a une longue liste d'attente. » A quoi sert de promulguer des décrets s'il n'est pas possible de les faire passer dans la réalité ? Et quel pauvre pays que le nôtre s'il n'a même pas la possibilité d'installer le téléphone à un ancien combattant, qui le demande à ses propres frais ? »

Enfin, un kolkhozien revient sur le thème de la corruption : « Toute ma vie, j'ai travaillé à la campagne. Qu'est-ce qu'on voit partout ? Chacun, du chef le plus insignifiant aux officiels de haut rang, sans le moindre remords de conscience, plongeant les mains dans les fonds publics aussi souvent qu'il peut... J'ai besoin d'une voiture mais je n'en ai pas « emprunté », alors il faut que je débourse 5 000 francs ou 7 000 roubles... J'ai dit que j'avais besoin d'ardoises pour couvrir mon toit... le président du kolkhoze m'a répondu : « Venez avec dix têtes de bétail... » Il est difficile d'élever des enfants aujourd'hui, avec toute cette corruption, et cet argent qu'on finit par boire... Je pensais que c'était comme ça seulement à la campagne mais je suis allé rendre visite à mon fils, en ville, et c'était encore pire là-bas. »

(Reluctant Farewell, pp. 113-117, Copyright original 1985 : Andrew Nagorski ; agence Michelle Lapautre).

CHINE : LUTTE DE CLIQUES

Le 9 janvier dernier, « le Quotidien du Peuple » exigeait de « sévères sanctions contre un très petit nombre de hauts cadres dégénérés ». C'est-à-dire les cadres du Parti qui, mettant à profit les « réformes » et utilisant leur pouvoir, s'étaient lancés dans « les affaires » à leur propre compte. Depuis plusieurs mois, la presse est pleine de « révélations » sur les « crimes économiques » commis par eux. Pour la fraction des « conservateurs » qui anime cette campagne, il s'agit de montrer que les réformes de Deng Xiaoping sont responsables de ces excès, et qu'elles vont trop loin. Désormais, les « conservateurs » ont placé la cible au plus haut sommet : il font circuler des rumeurs impliquant dans ces scandales Hu Deping, fils de Hu Yaobang, secrétaire général du Parti, et Zhao Dajun, fils de Zhao Ziyang, premier ministre, et même le fils de Deng Xiaoping.

Zhao Dajun est directeur d'une entreprise dans la Zone Economique Spéciale de Shenzhen (la « New Technology Development Corporation »). On insinue qu'il en aurait profité pour se livrer à des « activités illégales ».

Hu Deping, qui a environ 47 ans, est un ami des arts et des lettres qui passe même pour un libéral, en désaccord avec son père. En 1980, il était directeur-adjoint du Musée Historique de Pékin. Puis, il fonda une revue non officielle à Wuhan, la « Qingnian Luntan », où fut publié un article de l'écrivain semi-contestataire Liu Binyan (1), l'actuelle bête noire des « conservateurs ». Hu Deping s'est activement occupé de trouver des fonds pour sa revue. C'est probablement la raison des attaques dont il est l'objet. Car, ni de près ni de loin, il ne semble « dans les affaires ». Il est vrai que ce n'est pas le cas de son épouse An Li, fille d'An Ziwen, qui fut membre du Comité central : elle dirige le bureau du tourisme et du

commerce avec l'étranger de la ville de Xiamen.

Deng Pufang, fils de Deng Xiaoping, est lui aussi visé par cette campagne de rumeurs télé-guidées. Défenestré par la révolution culturelle, il en est resté paralysé. Et s'est beaucoup démené depuis pour récolter, à l'étranger, des fonds en faveur des handicapés de Chine, pour qui rien, ou presque, n'était fait jusque là. Ce qui lui fut vertement reproché comme de nature à « faire perdre la face » à la glorieuse Chine populaire.

Son cas est d'autant plus grave qu'il dirige par ailleurs la revue non officielle « Sanyue Feng » (« Brise de mars »), qui a publié de nombreuses œuvres de Liu Binyan.

Les « réformateurs » ont accueilli avec flegme ces attaques contre leurs illustres rejetons. Les « calomnies » ont eu un effet boomerang : les « réformateurs » ont aussitôt lancé des contre-rumeurs identiques visant les enfants des « conservateurs ».

Chen Yuan, le propre fils de Chen Yun - chef de file des « conservateurs » et membre du Comité permanent du Bureau politique - qui était premier secrétaire du district Ouest de Pékin, n'a-t-il pas été muté à la suite d'une sombre affaire de commerce avec le Japon où il dilapida les deniers de l'Etat ? Au point qu'il fit l'objet d'une enquête de la Commission centrale de Discipline que dirige son père.

(1) Liu Binyan a été notamment critiqué pour son écrit « la deuxième loyauté ». Les deux héros de son récit ont écrit à Mao, au début de la révolution culturelle, pour le mettre en garde contre les ravages qu'elle causait. Ils furent récompensés de leur civisme par des persécutions sans nom qui continuèrent après la chute de la « bande des quatre ». A la fin de son histoire, l'auteur distingue deux types de loyauté. L'une prédominante, la soumission servile au Parti, la flagornerie systématique envers les plus hauts dirigeants - qui d'ailleurs l'acceptent et en redemandent. L'autre, héroïque, qui consiste à « parler vrai » dans l'intérêt du peuple et du pays. Conclusion de Liu Binyan : être loyal envers le Parti ne devrait pas étouffer une loyauté plus fondamentale encore, la loyauté envers le peuple, au service duquel, après tout, les membres du Parti disent se vouer. Les œuvres de Liu Binyan sont encore en vente libre.

Le fils de Bo Yibo (autre potentat « conservateur »), qui dirigeait un centre de commerce d'artisanat et d'objets d'art à Pékin, n'a-t-il pas été lui aussi muté (avec promotion puisqu'il devint maire de Nankin) à la suite de tripotages suspects ? Un autre fils de Bo Yibo n'est-il pas, lui aussi, « dans les affaires » et, par le plus grand des hasards, directeur d'une compagnie pékinoise produisant justement des articles d'art et d'artisanat ?

Quant à Ye Weiping, petit-fils du vieux maréchal « conservateur » Ye Jianying, mis récemment sur la touche, ne travaillait-il pas, lui aussi, dans le « business » à Shenzhen ?

On le voit, la lutte au sommet semble bien lancée. Et n'est pas près de s'arrêter.

Jacques BROUELLE

AUTO-GESTION DE LA RÉPRESSION EN CHINE

Extraordinaire odyssee que celle de Constantin Risssov (1). Né en 1916 le bolchévisme en fait, à six ans, l'un des premiers « boat-people ». Il fuit Odessa sur un rafirot au bout du monde. A quinze ans, il débarque en Mandchourie. La guerre avec le Japon le jette à nouveau sur les routes. Il rejoint les communistes, suit les cours d'une école de cadres de la VIII^e armée, est arrêté par le Kuomintang et passe sept ans dans ses geôles. L'arrivée des communistes au pouvoir le propulse dans les hautes sphères. Directeur du département de russe à l'Université de Pékin, il traduit Lyssenko en chinois.

(1) Constantin Risssov
« Le dragon enchaîné »,
Ed. Robert Laffont, 362 pages, 95 F.

Mais ce Candide au pays des Soviets ne fera qu'un passage éclair dans la nomenklatura. Dès 1951, il est jeté en prison comme agent du Kuomintang. Il y passera onze ans, jusqu'à sa libération en septembre 1965.

Observateur infatigable de l'ancienne Chine, qu'il fait revivre de manière très prenante, son témoignage complète également ce que nous savons de la répression communiste chinoise grâce notamment à Jean Pasqualini.

Dans les prisons du Kuomintang, il connut violences et misères physiques. Mais les mauvais traitements y étaient affaire de spécialistes. Une fois parti le tortionnaire, la cellule devenait pour les détenus un havre de paix, même s'ils y croupissaient sans soins ni nourriture décente. Tandis que dans les geôles communistes, régnait une « atmosphère infernale, la haine à l'état pur » : « Les journées se passent à avouer ses propres fautes et à dénoncer celles des autres. On parle sans arrêt et on écrit sans relâche ». La méthode communiste consiste en effet à pousser les détenus à s'entredéchirer, dans des réunions de « lutte » où « les violences verbales sont utilisées pour abattre l'insoumis. Les prisonniers se mettent à lui crier des injures, à lui cracher au visage ».

Les violences physiques sont loin d'être absentes. Ainsi, dans l'une des prisons qu'il connut, au cours des « réunions d'étude », « les détenus n'hésitaient pas à battre la « cible » et à lui infliger toutes sortes de tortures physiques. Ils lui tordent les bras, le mettent à genoux et lui sautent sur les jambes, le maintiennent la tête en bas. Les gardiens font semblant de ne pas entendre les cris, et nous devons supporter des spectacles dignes de l'« enfer » de Jérôme Bosch ».

Les gardiens complètent la panoplie en enchaînant parfois le détenu, « menotte derrière le dos, pendant deux mois, si bien

qu'il est obligé de manger à genoux par terre ». Ou brisent sa résistance par des interrogatoires nocturnes, « de 22 heures à cinq heures du matin ». Avec lever à six heures.

On est bien loin des pures « méthodes idéologiques », dont est souvent crédité le régime. L'auto-gestion de la répression est la plus diabolique invention du communisme. Elle a une fonction essentielle et son champ d'application s'étend bien au-delà des grilles des prisons : briser la résistance, détruire la personnalité en faisant de chaque victime un bourreau.

Dans les campagnes, « la lutte des classes était difficile à allumer », étant donné les liens de clan et de famille entre les paysans, qu'ils fussent riches ou pauvres. Certains refusaient de partager des terres qui, disaient ils, « ne leur appartenaient pas ». Aussi le Parti monta-t-il dans chaque village des « séances de lutte », où les paysans pauvres étaient entraînés à frapper à mort le propriétaire foncier : « Pour qu'ils acceptent (le partage des terres) et puissent être mobilisés, il fallait les rendre complices de quelque mauvaise action ».

Point culminant de ces psycho-drames communistes : les grands meetings où l'on convie les masses à conspuer les condamnés. L'auteur assista à l'un d'eux, le 23 mars 1951 à Pékin, dans le cadre de la campagne contre les contre-révolutionnaires : « 221 condamnés périrent, abattus d'une balle dans la tête devant la foule des invités ».

L'on estime souvent que la tradition explique ces auto-flagellations et tortures « typiquement chinoises ». En réalité ces pratiques heurtaient de plein fouet toutes les valeurs traditionnelles. Elles furent mises au point et perfectionnées, entre communistes, dans les écoles de cadres des zones libérées. Selon des méthodes apprises à Moscou à l'École des peuples de l'Orient. Un taoïste, que Rissov rencontra en prison, lui fit remarquer :

« Avec sa morale révolutionnaire, le marxisme s'attaque aux fondements mêmes de notre civilisation et cette nouvelle éthique est à l'inverse de la morale traditionnelle chinoise. Je prends simplement l'exemple des séances de critique et d'autocritique. A long terme, elles auront une influence désastreuse sur les mentalités. Notre morale dit qu'il faut « taire les mauvaises actions des autres et exalter leurs mérites ». Or, le Parti communiste encourage la critique et la dénonciation. Il va même jusqu'à mettre dans les rues des « boîtes à dénonciations ». En Chine la médisance et la calomnie sont devenues des vertus. Elles sont pourtant totalement contraires au « Zhong yi », à la loyauté et à la fidélité que tout Chinois doit observer envers sa famille et ses amis. Je suis inquiet aussi de la disparition de la courtoisie ; l'idéologie communiste, prônant sans cesse la lutte, dresse les hommes les uns contre les autres et détruit progressivement une caractéristique essentielle de la mentalité chinoise, le « li », qui est la recherche de l'harmonie dans la société. Il permettait aux Chinois d'autrefois de faire une distinction entre les « Barbares » et les « civilisés ». Aujourd'hui, où l'on ne parle que de lutte des classes, de réunions de lutte, n'assistons nous pas à un retour vers la barbarie ? ».

J.B.

EST & OUEST

Mensuel de l'Association d'Etudes Politiques Internationales.

Président du conseil d'administration : Claude HARMEL

Principaux associés : Claude HARMEL, Morvan DUHAMEL, Pierre RIGOULOT

Directeur de la rédaction : Morvan DUHAMEL

Rédaction-administration : 15, av. Raymond-Poincaré 75116 Paris

Tél. : 47.04.24.02

Prix de vente au numéro : 25 francs

Abonnement annuel : 262 francs Etranger : 242 francs

Tirage : 1 600 exemplaires
Impression : EDIMPRA
20, rue Doudeauville,
75018 Paris - C.P.P. 59.594



notes et informations

Mais où est le parti de la classe ouvrière ?

D'après le sondage effectué par BULL-BVA le 16 mars 1986 - 4 229 électeurs interrogés à la sortie des bureaux de vote - les voix des électeurs ouvriers se seraient réparties ainsi :

PCF	20 %
PS	34 %
RPR/UDF	29 %
FN	11 %

Certes, le Parti communiste rencontre auprès des ouvriers plus d'audience qu'auprès de chacune des autres couches socio-professionnelles, il n'empêche que 20 %, c'est peu. Quatre ouvriers sur cinq ne votent pas communiste. Comme on ne peut pas dire que la propagande communiste ne les a pas atteints, c'est en connaissance de cause que ces quatre ouvriers sur cinq ne votent pas communiste.

Après soixante-cinq ans d'action et d'agitation, l'avant-garde de la classe ouvrière se trouve bien loin du gros de la troupe.

Après tout, la prétendue « avant-garde de la classe ouvrière » n'en est sans doute plus, et depuis longtemps, que l'arrière-garde.

D'après le sondage BULL-BVA, voici les résultats qu'aurait obtenus le PCF par catégories professionnelles :

Agriculteurs :	7 %
Commerçants et artisans :	5 %
Professions libérales et cadres supérieurs :	4 %
Cadres moyens :	9 %
Employés :	12 %
Ouvriers :	20 %
Personnel de service :	15 %
Sans profession :	11 %

Fait symptomatique, le Parti communiste obtient moins, beau-

coup moins que la moyenne nationale chez les jeunes de 18 à 25 ans : 6 % ; et surtout chez les étudiants : 4 %.

La relève n'est pas assurée.

L'accord maritime franco-soviétique : la réplique de l'URSS était prête...

Les dirigeants soviétiques s'attendaient à ce que la France, lasse de constater la violation permanente par l'URSS de l'accord maritime franco-soviétique de 1967, finisse par le dénoncer : leur réplique était déjà toute prête.

Ainsi, au lendemain même de cette dénonciation dans tous les ports français et simultanément, les navires soviétiques venus charger du blé sont devenus soudain plus exigeants, pointilleux même, concernant le taux d'humidité des grains. Officiellement, le taux de 14,5 % est prescrit, mais jusqu'à présent, les Soviétiques (comme les autres importateurs, d'ailleurs) toléraient des grains à 15 %. Les spécialistes considèrent en effet que l'on peut stocker du blé jusqu'à 16 % d'humidité. Or, les soviétiques s'en tiennent maintenant de façon très stricte aux 14,5 %.

A Rouen, fin février, neuf navires soviétiques représentant au total 130 000 tonnes étaient bloqués au chargement depuis le début du mois pour cause de blé trop humide - de quelques dixièmes de points seulement.

A Dunkerque, un bateau soviétique de 30 000 tonnes fut retardé pour la même raison et il ne put appareiller que lorsque l'exportateur eut ramené en toute hâte un peu de blé sec et l'eut mélangé au grain non conforme. Mais deux autres navires, le

« Marshal Konjev » et l'« Admiral Ushakov », qui devaient charger respectivement 17 000 et 40 000 tonnes de blé, se trouvaient immobilisés depuis quelques semaines, toujours pour la même raison.

On imagine sans peine le coût financier que représentent pour les exportateurs français ces immobilisations de navires et ces contrats honorés hors des temps impartis. Si les exigences soviétiques étaient maintenues, n'y aurait-il pas lieu d'adopter des contre-mesures ? Par exemple, puisque les Soviétiques interdisent à nos navires de charger et décharger dans les ports fluviaux de l'U.R.S.S. (restriction qui, entre tant d'autres, empêche les armateurs français d'assurer la moitié des transports maritimes franco-soviétiques, comme il était prévu dans l'accord de 1967), pourquoi ne pas rendre la pareille à la marine marchande de l'U.R.S.S. et lui interdire l'accès à nos propres fleuves et estuaires, c'est-à-dire à des ports comme Rouen, Nantes et Bordeaux ?

La « direction unique » en Afrique du Sud

En annonçant, le 10 mars 1986, la mort, survenue le 8, de Moses Mabidha, secrétaire général du Parti communiste sud-africain (1923-1986), *l'Humanité* soulignait, sans que le rédacteur y prit garde, la parfaite fidélité des communistes sud-africains au principe de ce qu'on appelait jadis en France, au temps de la C.G.T.U., la « direction unique ».

Le Parti communiste, la confédération syndicale, telle autre « organisation de masse » sont des organisations juridiquement autonomes, n'ayant entre elles aucun lien statutaire. Elles n'ont point, par exemple, constitué un organisme commun où chacune d'elle aurait des mandataires et qui élaborerait, dans l'égalité de chacun des participants, les éléments d'une politique commune. C'est ce que les socialistes SFIO proposèrent en 1906 à la C.G.T. et que celle-ci refusa en son

congrès d'Amiens : on connaît la célèbre « Charte », qui porte le nom de cette ville.

Lénine a récusé formellement ce système : le modèle social-démocrate. A ses yeux (et il faut lui donner raison sur ce point), cette façon de faire risquait de compromettre gravement l'indépendance du Parti, de le détourner de sa vocation révolutionnaire, de provoquer finalement en lui une sorte de transmutation, un changement de nature en le soumettant sinon en droit, du moins en fait à l'influence, voire à la domination des organisations syndicales ou autres qui, malgré lui, l'inclineraient finalement vers le réformisme, et pire encore.

Un bon bolchévique préférerait couper tout lien entre le Parti et l'organisation syndicale, voire même détruire cette centrale plutôt que de courir le risque de voir compromise la pleine et entière autonomie politique du Parti.

Seulement, si le Parti entend être ainsi entièrement maître de ses actes, il sait bien qu'il ne peut pas grand-chose par lui-même. Il sait, notamment, qu'il est incapable par ses seuls moyens de procéder à une large mobilisation des masses. Il lui faut l'aide d'une ou de plusieurs de ces organisations qu'il a baptisées « de masse », les fameuses « courroies de transmission », pour faire sortir les masses de leur tranquillité quotidienne, les mobiliser et orienter leur mouvement dans le sens qu'il a choisi.

Lénine a donc imaginé un système qui permet au Parti de gouverner à peu près à sa guise les organisations de masse, sans pour autant risquer de compromettre en quoi que ce soit la liberté d'action et de pensée du Parti. Ce moyen, c'est la « direction unique ». C'est la conquête du pouvoir dans les organisations de masse par le moyen du noyautage et du travail fractionnel. Ainsi, les dirigeants du Parti deviennent aussi les dirigeants des organisations de masse, mais juridiquement, ils n'assument pas leurs pouvoirs de direction dans ces organisations de masse au nom du Parti. Ils les assument à titre personnel. De même qu'il est

parfaitement admis qu'un capitaliste appartienne au Conseil d'administration de sociétés différentes, de même on ne devrait pas contester le droit à un citoyen d'être à la fois le dirigeant d'un parti et le dirigeant d'un syndicat.

Seulement, si – juridiquement – c'est à titre personnel que les militants communistes gouvernent des organisations de masse, le Parti impose à tous ses membres et plus particulièrement à ceux qui exercent ainsi des fonctions à l'extérieur, une discipline de fer. Il les met dans l'impossibilité de faire à la tête des organisations de masse autre chose que ce qu'il veut qu'ils fassent. Ainsi, les militants ne sont pas à la fois des dirigeants du Parti et des dirigeants de telle ou telle organisation de masse, exerçant leurs deux fonctions directoriales indépendamment l'une de l'autre : ils sont des dirigeants du Parti ayant, dans leurs fonctions de dirigeants du Parti, la direction d'une organisation de masse, rendant compte aux autres dirigeants du Parti de ce qu'ils y font, n'y faisant que ce que la direction du Parti, dont ils sont membres, leur demande de faire.

Telle était le cas de Moses Mabidha.

Il était secrétaire général du Parti communiste sud-africain depuis 1981, donc le dirigeant numéro un du Parti. Mais il était aussi l'un des dirigeants de l'A.N.C., membre de son Comité Exécutif. Et il était également vice-président du Congrès des Trade Unions Sud-Africains (SACTU), dont il était d'ailleurs l'un des fondateurs (fondation à laquelle il avait travaillé en 1955 pour le compte et dans l'intérêt du PCSA, dont il était membre depuis 1942).

C'est à peu près comme si, en France, Georges Marchais était non seulement secrétaire général du PCF, mais membre du Bureau confédéral de la C.G.T. et vice-président du Mouvement de la Paix.

En France, les communistes ont respecté un peu mieux les apparences et ce sont des dirigeants communistes un tout petit peu

moins en vue que le secrétaire général du Parti qui sont chargés d'assurer pour le compte du Parti la direction des organisations de masse.

Nous avons déjà eu l'occasion de noter que le PCSA renchérisait sur le PCF lui-même en fait d'orthodoxie stalino-marxiste. En voilà une nouvelle preuve.

La suspecte n° 1 à Moscou : la photocopieuse

On connaissait depuis longtemps la suspicion systématique que les régimes communistes, en URSS, en Roumanie et ailleurs, nourrissent à l'égard des machines à photocopier, considérées comme des armes redoutables de « la propagande ennemie ». Dernièrement, le « *Washington Post* » (6 janvier) a publié une correspondance de Moscou pleine de détails savoureux sur la guerre que mène le régime soviétique contre cet ennemi.

On estime à un maximum de 50 000 le nombre de photocopieuses en service dans ce pays de 277 millions d'habitants. La moitié sont importées de l'étranger « capitaliste », alors que la production soviétique proprement dite se chiffre seulement à quelques milliers par an. A titre de comparaison, en Grande-Bretagne, au cours de la seule dernière année, la vente moyenne de ces appareils s'est située aux environs de 125 000 exemplaires.

Le contrôle à ce sujet prend des formes à la fois pathologiques et grotesques. Ainsi, dans une maison d'édition, l'autorisation de photocopier suppose deux signatures et un examen de l'original. Pendant les « week-ends » et les jours de congé, la pièce où se trouve la photocopieuse est fermée par une porte scellée et électriflée. Dans un institut scientifique, l'un des membres explique : « *Si vous voulez la photocopie d'un article américain déjà publié dans le pays, vous devez voir le directeur-adjoint chargé de la sécurité et obtenir son autorisation écrite. Cela peut prendre deux ou trois jours* ».

Les photocopieuses introduites en URSS par les Occidentaux (pour une agence de presse ou une représentation commerciale) sont minutieusement enregistrées et lorsque leur usage prend fin, elles doivent être soit exportées, soit détruites sur place. Lorsque l'agence « *United Press International* » fit venir une nouvelle machine à son bureau de Moscou, les fonctionnaires de la douane produisirent un certificat vieux de vingt-cinq ans relatif à l'ancienne machine, dont ils exigèrent qu'elle soit évacuée hors de l'URSS.

Erratum

Une erreur de traduction s'est glissée à la fin du premier paragraphe de l'article de Michel Heller « *Attention : G.R.U.* » (*Est & Ouest* n° 28, p. 11) : le sens de l'abréviation G.R.U. n'est pas « Administration Politique d'Etat », mais « Direction Principale de Renseignement ».

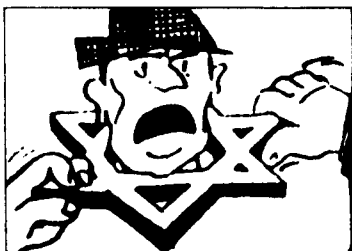
Nous prions Michel Heller et nos lecteurs de bien vouloir nous en excuser.

L'antisémitisme en URSS

Dans notre dernier numéro, nous avons illustré une brève information sur l'antisémitisme en URSS à l'aide de deux caricatures parues en 1972 et 1973 dans les journaux soviétiques *Pravda Vostoka* et *Troud* - caricatures dont



Der Stürmer, n° 36, 1940.

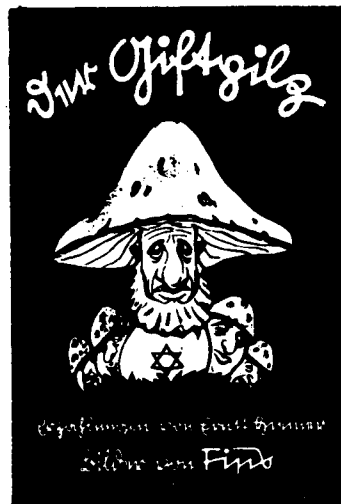


Pravda Ukraina, 23 janvier 1972.

nous observions qu'elles avaient été directement inspirées par des dessins publiés en 1943 dans le journal antisémite du III^e Reich *Der Stürmer*, que nous avons placés en regard.

A qui imputerait cette analogie au seul hasard, à la seule communauté d'inspiration, nous pourrions produire quantité d'autres cas de plagiat semblables, rassemblés par le Centre de documentation juive contemporaine, à qui nous les empruntons.

Nouveaux exemples, les dessins reproduits ci-dessous, qui représentent le juif sous forme d'un champignon vénéneux et l'étoile de David se transformant en carcan, montrent sans contestation possible que les caricaturistes antisémites de l'URSS contemporaine puisent bien systématiquement leur inspiration dans des publications parues en Allemagne au temps du national-socialisme.



Ouvrage pour jeunes et adultes, édité par *Der Stürmer* en 1938.



Goudok, 15 septembre 1973.

Toujours la pénurie de produits alimentaires en URSS

Si les agences de presse des pays occidentaux diffusaient des communiqués pour signaler qu'on trouve de quoi se nourrir convenablement dans les magasins d'alimentation de ces pays, chacun s'interrogerait sur la nécessité de ces textes.

Pas en Union soviétique, où l'agence de presse *Novosti* a jugé utile de diffuser une telle information, dans un communiqué qu'*Actualités soviétiques*, bulletin édité à Paris par le bureau soviétique d'information, a consciencieusement reproduit dans son n° 597 (5 février 1986). On y lit, précisément à propos de la situation alimentaire en URSS :

« *En ce qui concerne le niveau général de valeur énergétique de l'alimentation, il y a longtemps qu'il a atteint celui des pays les plus industrialisés du monde. C'est le cas, en particulier, de produits comme le lait, les œufs, le poisson, le sucre, les légumes, les pommes de terre...* »

L'information n'est pas exacte, comme peuvent en témoigner les touristes et correspondants de presse étrangers qui ont la curiosité de regarder les étals des magasins de Moscou et des autres grandes villes soviétiques : dès qu'un arrivage de la plupart de ces produits est signalé, des queues se forment et tous les clients ne peuvent être servis.

La suite du communiqué est plus proche de la réalité :

« *Mais, pour d'autres (produits) comme la viande ou les fruits, la situation est moins bonne. Les spécialistes estiment que la quantité de ces marchandises mise sur le marché, ne correspond pas aux besoins scientifiques fixés pour un pays comme l'URSS.* »

Ainsi, de l'aveu même des autorités soviétiques, près de 70 ans après la révolution bolchévique et 40 ans après la fin de la Seconde

Guerre mondiale, les besoins les plus élémentaires de la population de l'URSS, son approvisionnement en viande et en fruits, ne peuvent toujours pas être satisfaits, malgré des importations massives et constantes en provenance de l'Occident. Et ce sont les dirigeants soviétiques qui donnent avec le plus d'assurance des leçons aux pays du tiers monde en matière de développement ! C'est leur bilan que Georges Marchais et les siens trouvent « *globalement positif* »!

Vente de terres en Chine

Le « *Nongmin Ribao* » (« Le quotidien des paysans ») a publié le 16 janvier dernier un article intitulé : « *Il faut formellement interdire l'achat et la vente des terres* ». Propriété collective, la terre est seulement accordée en usufruit, par contrat, à la population rurale. Celle-ci n'a pas le droit de la vendre, même dans le cas des « lopins individuels ».

Mais un marché illégal se développe. On achète pour construire sa maison ou étendre son exploitation. Et même pour spéculer : on revend le terrain nu, ou une fois qu'on l'a fait bâtir. Ou bien encore on achète un terrain et on loue une maison qu'on y a fait construire. De vé-



ritables agences se sont créées. Parmi ces intermédiaires, de nombreux cadres du Parti.

Les transactions se font « à l'ancienne » : devant témoins et en présence de l'intermédiaire, les deux parties signent un contrat dûment établi par un spécialiste. L'accord conclu donne lieu à une cérémonie et à un banquet final.

Les « combattants de la paix » abusés

Les « pacifistes » qui, en Occident, s'opposent non pas à la menace de l'URSS, mais aux efforts des démocraties pour écarter celle-ci, ont été fortement encouragés du haut de la tribune du 27^e congrès du Parti communiste soviétique. « *Nous comptons sur la fermeté de ces combattants et de ces rêveurs* », a écrit Ninele Streltsova dans un commentaire de ce congrès publié par les *Actualités Soviétiques* (n° 607, 12 mars 1985, p. 5).

Est-ce seulement pour défendre la paix que l'on compte sur eux à Moscou ? N. Streltsova ne peut s'empêcher de vendre la mèche et elle explique ouvertement que devant les congressistes, « *Tchinquiz Aitmatov, écrivain de renommée mondiale et délégué du 27^e Congrès du PCUS, a dit : « Le puissant mouvement de la paix qui englobe avec une force inouïe nombre de pays et de peuples, n'est pas une campagne qui, une fois surgie, devrait cesser à la disparition de l'ombre sinistre de la guerre. C'est le progrès irréversible du réveil social des masses, de la résurrection morale de l'homme. L'humanité a entamé une nouvelle époque dont les débuts remontent à la Révolution d'Octobre... ».*

En d'autres termes, les « pacifistes » occidentaux croient lutter pour la paix, ils luttent en réalité pour le « réveil social des masses » au sens où l'entendent ceux qui les aident et qui se recommandent toujours du coup de force bolchévique d'octobre 1917 en Russie.

Les Z.E.S., zones d'exportation ou d'importation ?

Une conférence nationale sur les Zones économiques spéciales s'est réunie pendant dix jours début janvier à Pékin. « *Il faut réorienter les Z.E.S. vers l'exportation* », a-t-elle conclu.

La ZES de Shenzhen, par exemple, a connu un rapide développement. Il y a sept ans, c'était une bourgade de 30 000 habitants. Elle en compte plus de 400 000 aujourd'hui. Mais, en 1984, elle a enregistré un déficit commercial de 542 millions de dollars. Le gouvernement entendait y développer l'installation d'entreprises étrangères attirées par le très faible coût de la main-d'œuvre. Bénéfice escompté : apport de capitaux et afflux de devises. Car ces entreprises étaient censées exporter leur production à l'étranger.

En réalité, les investisseurs viennent surtout là l'occasion de prendre pied en Chine. Pour, dans un deuxième temps, partir à la conquête du marché intérieur chinois. Par ailleurs, la nomenclatura chinoise a utilisé Shenzhen comme un hyper-marché où se procurer les biens rares dont elle est si friande. Résultat : Shenzhen exporte plus vers la Chine profonde que vers le reste du monde !

A L'ÉCOUTE DES VILLAGES SOVIÉTIQUES

VALENTIN OVETCHKINE
ALEXANDRE YACHINE
EFIM DOROCH
FEDOR ABRAMOV
SERGUEÏ ZALYGUINE
BORIS MOJAIEV
VLADIMIR SOLOOUKHINE
EVGUENI NOSSOV
VASSILI CHOUKACHEV
VICTOR ASTAFIEV
VASSILI BELOV
VALENTIN RASPOUTINE

LA TABLE RONDE



livres

HISTOIRE DE LA HONGRIE OU PROPAGANDE KADARISTE ?

Avec un passé de plus de quatre décennies, la collection « *Que sais-je* » des Presses Universitaires de France s'est assuré un prestige mérité. Il n'en est que plus regrettable que parmi les quelque 2 200 titres ait pu se glisser le volume sur la Hongrie (n° 2138) de Henri Smotkine, agrégé de l'Université, professeur à l'Université de Paris VIII : on y trouve toute la gamme des manquements à l'objectivité historique, voire de la propagande partisane.

Dès l'introduction, il est question de la Révolution hongroise de 1956. Mais on en parle comme des « *tragiques événements de 1956* », en ajoutant au chapitre IV qu'ils sont la « *conséquence du soulèvement contre-révolutionnaire et anti-soviétique* » : anti-soviétique certainement, et pour cause ! — mais sûrement pas contre-révolutionnaire.

Dans le chapitre premier sur la formation de l'Etat hongrois et les vicissitudes de son histoire jusqu'en 1945, pas un mot des recherches des historiens hongrois sur l'apparement des Avars de la seconde vague avec les Magyars. L'auteur mentionne bien (p. 9) la terreur blanche qui se déclenche après la chute de la « *République des conseils* », en 1919, mais rien sur la terreur rouge qui l'a précédée. Les données concernant la répartition des terres datent d'avant 1936, sans doute pour ne pas avoir à mentionner l'amélioration assez sensible — bien qu'insuffisante — apportée en ce domaine par deux lois de 1936 : les propriétés de plus de 570 ha diminuent de plus de moitié et ne représentent plus dès lors que 8,1 % de la superficie des terres, contre 29,9 % auparavant.

Le chapitre II traite de la géographie physique de la Hongrie. Nous n'en citerons qu'une phrase (p. 12) : « *La Hongrie du traité de Trianon offre un exemple de frontières conventionnelles, ne correspondant ni à des limites physiques, ni à des limites de peuplement national* ». On y trouve l'aveu implicite que le droit des peuples à disposer d'eux-mêmes n'a pas été respecté.

Le chapitre III, relatif à la population, omet les problèmes les plus aigus de la démographie hongroise : l'alcoolisme, les suicides, particulièrement le suicide des jeunes, dont les chiffres tragiques mettent — hélas — la Hongrie parmi les tous premiers pays du monde. De même, en constatant une augmentation de 16,3 % seulement de la population par tranches de trente ans entre 1920 et 1980, il n'est pas fait mention des pertes très lourdes de la guerre (600 à 700 000 morts, quelque

320 000 disparus en captivité russe et quelque 560 000 autres tués) ; ni des victimes de l'intervention soviétique pour écraser la Révolution hongroise de 1956, ou des quelque 200 000 réfugiés qui ont alors quitté leur patrie ; ni de la chute brutale des natalités depuis 1956...

Les plus graves critiques sont à formuler contre les assertions du chapitre IV sur la construction du socialisme en Hongrie. On y trouve mention de l'arrestation du secrétaire général du parti des petits propriétaires par les Soviétiques, mais ni son nom, ni les raisons de l'arrestation ne sont indiqués. Comblons l'omission : il s'agit de Béla Kovács, déporté au Goulag par les autorités soviétiques pour démanteler son parti, principal obstacle à la monopolisation du pouvoir par le parti communiste. Après sept années de Sibérie, il fut « réhabilité » et rapatrié en Hongrie avec les excuses des Soviétiques. Page 43, Rákosi puis Imre Nagy sont qualifiés de titre de « *Président du Conseil d'Etat* », alors qu'ils n'étaient que « *président du conseil des ministres* ». Imre Nagy fut remplacé par András Hegedüs (non par Ernő Gerő) en mai 1955 (et non en mars).

Pour toute justification de la Révolution de 56, on ne trouve que les « *âpres luttes internes* » (p. 4) et « *la reprise de la politique d'industrialisation accélérée* » (p. 43). Pas un mot de la terreur instaurée entre 1945 et 1956 (des milliers de morts, près d'un million d'emprisonnés et déportés). Kádár lui-même était beaucoup plus explicite, qualifiant la politique de ses prédécesseurs de « *criminelle* » et d' « *aventureuse* » et l'accusant d'avoir « *ruiné ignominieusement l'héritage moral et idéologique (...) au prix de cruels sacrifices* ». Il est bien question « *des contours d'une terreur contre-révolutionnaire* » qui « *se dessinaient de plus en plus nettement* », mais on ne dit pas que le « *Livre blanc* » publié par le gouvernement Kádár sur les « *Forces contre-révolutionnaires* » et le « *complot d'Imre Nagy* » ne peut faire état que de « *234 citoyens sans défense* » assassinés par « *les détachements terroristes* ». Cette publication a été éditée en 1958. L'auteur reprend — en 1984 ! — le conte des « *éléments hostiles au régime* » qui, évidemment d'Allemagne de l'Ouest, « *refluaient vers le pays et s'y livraient à une activité de plus en plus intense* » (p. 44). Là non plus n'est pas tenu compte du Rapport du Comité Spécial pour la Question de Hongrie des Nations Unies réfutant cette allégation. Pourtant, ce rapport est l'un des principaux — sinon le principal — documents historiques concernant l'histoire moderne de la Hongrie et plus particulièrement de la Révolution hongroise de 1956. Il ne figure d'ailleurs pas dans la bibliographie de M. Smotkine.

En outre, les Soviétiques n'avaient pas « *cédé à la demande d'Imre Nagy de retirer leurs troupes stationnées en Hongrie* » (p. 44) : il ne s'agissait que du retrait de Budapest, le retrait de Hongrie devant faire l'objet de négociations ultérieures.

Il est tout aussi faux d'affirmer que le cardinal Mindszenty « *alla même jusqu'à réclamer, le*

31 octobre, le retour à l'Ancien Régime » (p. 44). C'est le 1^{er} novembre qu'il a donné une interview à la Radio hongroise, annonçant que, libéré la veille, il ne parlerait plus amplement qu'après avoir réuni des informations. Et dans son discours du 3 novembre 1956, il déclarait entre autres : « ... nous voulons vivre dans un Etat constitutionnel, dans une société sans classes et développer nos conquêtes démocratiques (...); nous ne sommes pas opposés à la direction des progrès précédents et nous désirons que ces progrès se poursuivent d'une façon saine dans tous les domaines ». Rien d'étonnant que dans le « triste bilan de l'insurrection » M. Smotkine mentionne seulement « plus de 100 000 Hongrois exilés », alors qu'il y en eut près de 200 000.

Notons enfin que le chapitre V sur le régime politique et social et les six chapitres de la deuxième partie sur l'économie socialiste hongroise sont de la même eau et que François Fejtő vient lui aussi de dire (dans *l'Express* du 7 mars 1986) tout le mal qu'il convenait de penser de cette entreprise de « désinformation à la française ».

J.B.

LES BIENVEILLANCES DE M. PFISTER

Le livre de Thierry Pfister, un ancien journaliste du *Monde* devenu « rédacteur » de Pierre Mauroy de 1981 à 1984, connaît un réel succès de librairie. (1)

Certes, on peut s'étonner qu'une collection historique, ancienne et renommée, ait pu faire appel à un acteur engagé (et non historien) pour écrire l'histoire de cette période. Cela nous vaut ce regard si bienveillant porté sur l'action ministérielle de Pierre Mauroy. Nonobstant, il ne faut pas boudier l'intérêt d'un livre qui apporte de nombreux éléments d'information. On lira, en particulier, le chapitre consacré aux nationalisations (p. 161) et celui des 39 heures, ou du plan de rigueur. Plus d'une phrase laissera confondu sur la légèreté de la prise de décisions économiques.

Au sein de la permanente bienveillance portée sur la période étudiée, Thierry Pfister n'a garde de se désolidariser de l'axe qui fit le succès politique de Pierre Mauroy, à savoir l'union avec les communistes (le titre du livre n'est, à cet égard, pas innocent).

Croirait-on qu'il garde quelque rancune des jugements négatifs que les communistes portent aujourd'hui sur l'action menée à partir de juin 1981 ? Pas du tout. Les agissements communistes sont sans cesse excusés. D'ailleurs, « le Parti communiste n'est plus, depuis longtemps, cette cohorte révolutionnaire aux ordres d'un état-major international installé à Moscou » (p. 299). Qui, en effet, a jamais pu croire une chose pareille ? C'est sans doute que « l'anticommunisme se vend bien et permet de donner l'illusion du

courage et de l'indépendance de la pensée. Toutes les modes sont ainsi des conformismes » (p. 157).

Thierry Pfister en vient même à donner acte, rétrospectivement, aux récriminations de Georges Marchais contre les commentaires de la télévision sur le P.C.F.

N'y a-t-il pas lieu de regretter de tels alliés, alors que « les relations avec les communistes se révèlent en pratique plutôt plus simples qu'avec les socialistes » (p. 157) ? Au demeurant, il vaut mieux être prudent, car (admirons ici la perspicacité de Thierry Pfister !) « les communistes savent que leur influence sera plus forte demain qu'aujourd'hui. Soit qu'ils se retirent de la coalition majoritaire, soit que, dans une prochaine Assemblée, les socialistes aient besoin de députés du P.C. pour constituer une majorité en dépit d'un recul électoral alarmant, ils peuvent espérer voir leur influence politique s'accroître » (p. 156).

On chercherait en vain, dans ces 365 pages, la moindre réserve à l'égard du P.C. Même si le livre est essentiellement factuel et fait relativement peu de place à la théorie politique et économique, aucune critique n'est portée sur les options du P.C.

Comme, malgré tout, il faut bien tenir compte de l'attitude actuelle de la direction du P.C., Thierry Pfister réinvente l'ancienne pratique dite de « l'union dans les luttes » en la situant à l'échelon municipal : « la puissance politique (du P.C.F.), est directement dépendante de son tissu serré de conseillers généraux et de maires. Tous ses élus agissent quotidiennement en compagnie des socialistes. Toute rupture entre les deux formations au plan national les place en position délicate. Ils tentent de résister aux surenchères militantes en faisant le gros dos et en partageant tant que faire se peut leur équilibre de pouvoirs locaux. La véritable social-démocratie française est là, dans cette gestion commune, décentralisée, conduite jour après jour par l'ensemble des forces de gauche » (p. 300).

Pas plus qu'on ne lira de critiques contre le P.C.F., on n'en lira contre l'Union soviétique. En revanche, l'Amérique n'est guère épargnée. Tantôt, c'est « l'égoïsme sordide des Etats-Unis » (p. 304) qui est dénoncé. Tantôt, c'est « la politique du grand vieillard américain » (p. 325) qui est mise en cause.

Quelle délicate expression pour désigner le président des Etats-Unis, de la part d'un ancien journaliste du « *Monde* » !

Il est vrai que, à côté de fort nombreuses déclarations opportunément oubliées de l'ancien Premier ministre, notamment sur la Pologne et le « malheur des Français privés de gaz » soviétique, Thierry Pfister omet, tout aussi consciencieusement, les vitupérations de Pierre Mauroy à la tribune de l'Assemblée nationale contre « l'inqualifiable agression » des troupes américaines contre la Grenade !

Thierry Pfister est journaliste, pas historien.

Antoine CASSAN

(1) Thierry Pfister : « *La vie quotidienne à Matignon au temps de l'union de la gauche* », Hachette éd., Paris 1985.